



HAL
open science

**Raoul Dautry, 1914-1918. De l'invention des
cités-jardins du nord, au refuge de Lourmarin : les
mesures expérimentales d'une procédure technique pour
le national (Latitude n° 1)**

Patrice Noviant, Rémi Baudoui

► **To cite this version:**

Patrice Noviant, Rémi Baudoui. Raoul Dautry, 1914-1918. De l'invention des cités-jardins du nord, au refuge de Lourmarin : les mesures expérimentales d'une procédure technique pour le national (Latitude n° 1). [Rapport de recherche] 330/86, Ministère de l'urbanisme et du logement / Secrétariat de la recherche architecturale (SRA); Ministère de l'industrie et de la recherche; Ecole d'architecture de Paris-La Défense / Association de pratique et de recherche architecturale et urbanistique n°5 (APRAU 5). 1986. hal-01891206

HAL Id: hal-01891206

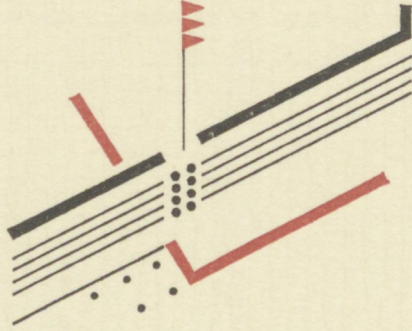
<https://hal.science/hal-01891206>

Submitted on 9 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

330



L A T I T U D E

1

DAUTRY

15 Janvier 1986

Le présent document constitue le rapport final d'une recherche remise au Secrétariat de la Recherche Architecturale en exécution du programme général de recherche mené par le Ministère de l'Urbanisme et du Logement avec le Ministère de l'Industrie et de la Recherche. les jugements et opinions émis par les responsables de la recherche n'engagent que leurs auteurs.

Recherche sur "Raoul Dautry, naissance de l'urbanisme en France 1917-1948"

Exercice 1983, chapitre 5757, article 45

Contrat n° 83 01254 00 223 75 01

RAOUL DAUTRY

1914/1918

De l'invention des Cités-Jardins du Nord, au refuge de Lourmarin : les mesures expérimentales d'une procédure technique pour le national.

Patrice NOVIANT - Rémi BAUDOUI

1. UN TERMINAL DU RESEAU

Raoul DAUTRY et la Cité-Jardin du Nord

1920-1922

Né en 1880 (20 ans en 1900, 60 ans en 1940), ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Raoul Dautry est, pendant la Grande-Guerre, responsable du service de la Voie de la Compagnie des chemins-de-fer du Nord.

Il affrontera, depuis cette position, d'une part, la question d'une efficacité de temps de guerre (production et délai : réalisation de la voie ferrée dite des cent-jours), d'autre part, la question d'une **reconstruction** - de temps de guerre, et d'après-guerre...

Confronté, dans le cadre de la reconstitution de l'appareil industriel, au problème du logement des agents de la Compagnie du Nord, Raoul Dautry va mener, depuis l'implantation de baraquements provisoires en bois au long des voies, une efficace politique de logements, progressivement cristallisée sur le vocable de **Cité-Jardin**.

Dans une logique productive forte où **le logement est un terminal du réseau**, est atteint la production de 11 000 logements en moins de deux ans (1920-1921), avec des cités de plus de 800 logements,

comme Lille-la-Délivrance ou Lens, élevées en six mois : 17 000 Logements en production finale, en incluant les logements rénovés et les écarts.

L'expérience de la Cité-Jardin du Nord, la confrontation d'une efficacité privée du grand groupe industriel d'intérêt collectif aux lenteurs, financières, foncières et constructives des politiques sociales du logement métropolitain de l'Office Public des Habitations à Bon Marché d'Henri Sellier, vont asseoir la carrière de longue durée d'un Raoul Dautry, expert technique d'une question sociale territorialisée : il sera membre de ce Comité d'Aménagement de la Région Parisienne qui va produire le premier plan d'urbanisme pour la métropole parisienne - plan Prost; il sera l'ingénieur le plus compétent, en 1928, pour réorganiser la compagnie des chemins -de-fer de l'Etat (réseau ouest) ; il est le Ministre de l'Armement de la France en guerre (1939-1940), le premier Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1944-1946), le premier Administrateur Général du Commissariat à l'Energie Atomique (1945-1951).

Une expertise sociale assimilée à une expertise industrielle taylorisante (voyage aux Etats-Unis en 1912) travaille la France de l'entre-deux-guerres,

et organise sa continuité vers l'après-libération.

La Cité-Jardin du Nord

Une expérience dressée sur une logique de transporteur de matériaux pondéreux : implantation des cités au long des voies, création d'embranchements spécifiques avec quais de transbordement, diffusion des matériaux au long des voieries par chemins-de-fer à voie étroite (Decauville).

Une expérience industrielle : fabrication de matériaux (parpaings de scories...), la standardisation, très stricte répartition d'une mission équipement-de-la-zone, assurée directement par la Compagnie dans une continuité logique des terrassements de voies ferrées, et d'une sous-traitance des logements à des entreprises, commanditaires de leur architecte.

Il y a typification des plans, commandes aux entreprises, par séries moyennes (maximum 100), sans jamais implantation de plus de 8 logements de même type par cité : un processus effectif de déblocalisation (homogénéisation territoriale, sur le thème paradoxal des micro-variations du local) où c'est bien le réseau qui constitue la seule unité de la commande.

Il y a donc d'abord une efficacité des transports, la logique du réseau, ses exigences techniques. L'optimum de la performance (quantité, densité, vitesse) y est la mesure définitive de l'utilité.

A l'origine, c'est une rationalité de flux.

Dans ce territoire absolument polarisé par les efficacités professionnelles vont prendre corps et se distribuer les efficacités sociales de la ponctualité technique. C'est parce qu'il est partie nécessaire de la machine que l'homme est abordé.

Un versant social de la vie prend réalité dans l'interface du conducteur et de sa locomotive. Non seulement celui-ci doit en effet se reconstituer (dormir, manger, procréer...) mais il doit tenir l'enjeu d'un processus de production qui l'entraîne vers ces questions nouvelles de la maîtrise de la vitesse, de sa lucidité immédiate.

Les cheminots sont les hommes d'une responsabilité : **le Fer** les met en demeure de porter, dans une compétition avec **la Route**, la modernisation de la société.

La condition moderne de l'homme-ouvrier, segmenté

dans ses responsabilités industrielles spécialisées, suppose la sérénité radicale du citoyen, de l'habitant ancré dans une quotidienneté de la délégation de ses problèmes matériels. La maison, la famille gèrent la possibilité de la performance technique.

Sur quoi débouche la répétition, à l'infini, de la question individuelle du logement ?

- Sur une communauté de fait, contingente dans sa localisation des opportunités foncières et des nécessités de transport (de 1 aux 1326 logements de l'expérience-phare de Tergnier).

La véhémence des propos post-opérationnels par lesquels Raoul Dautry s'attache à vaincre, à guider les habitants-cheminots vers des valeurs organiques de regroupement, valide cette hypothèse de son attente d'un retour d'efficacité pour le réseau : une association équilibrée d'initiatives individuelles est modèles d'un bon état de cette communauté harmonieuse du travail où l'exercice des initiatives vient parfaire le commandement.

La Cité-Jardin, du foyer au travail, est matrice de la diffusion d'une efficacité privée. La série qui va s'ouvrir, des **équipements** n'est pas condition

nécessaire d'un lien social. Elle ne se fonde pas comme une programmation hiérarchisée du lieu. Elle est ouverte et inachevée. Comme telle, soumise à additions et corrections.

L'utilité pour le réseau de ce domaine de la socialité privée, passe par son hétérotopie relative: des Cités, vers le Travail souffle l'air pur d'une société d'égaux; tandis que, du Travail, prend naissance, l'initiative sociale des individus.

On propose que cette question du logement, à l'origine, circonstancielle, gérée dans la pénurie radicale de l'après 1918 en vassale stricte de la question industrielle, puise sa force de relais social moderne, précisément, par le prolongement de sa confrontation à cette exactitude technique qui lui était origine.

OPINION PUBLIQUE ET COMMUNISME PATRONAL

Les hommes reviennent "aigris" de la guerre. L'euphorie de la victoire bascule en rancœur des populations ouvrières victimes de l'inflation et de la rigueur. Les grandes grèves des Charbonnages et des Chemins-de-Fer du printemps 1920, seront durement réprimées par le gouvernement.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'œuvre de la Compagnie du Nord ; c'est dans la reconnaissance de cette menace, qu'elle positionne son succès. Raoul Dautry tire gloire que son secteur échappe aux grèves, Hubert Lyautey reconnaîtra lui, en 1934 encore, cette efficience politique : **"Je déjeunais en tête à tête avec Dautry, le jeune directeur des Chemins de fer de l'Etat, que je tiens pour un homme de première valeur et qui tient la zone rouge dans sa main, adoré de ses ouvriers, un social, ami de Garric" [1].**

C'est face à une opinion, dans la menace d'une

population physiquement présente aux abords des gares, voire stationnée dans des wagons de remise, que le projet Cité-Jardin doit atteindre une efficacité instantanée. La performance de la résolution de la question du logement, est la condition du dialogue. La séduction doit jouer dans l'immédiat. La responsabilité, précisément localisée, est absolue. S'il propose qu'assumée par l'ensemble des entreprises, la somme des responsabilités privées pourrait produire l'espace suffisant d'une résolution de la crise du logement, l'ingénieur ne peut en 1920, prétendre capter la société civile dans la Cité privée: "Elle (la Compagnie du Nord) n'a pas voulu créer un phalanstère, et y faire entrer de force les agents et leurs familles, mais créer des conditions favorables à l'éclosion de la vie familiale, source de richesse et d'ordre, à une vie sociale éprise d'idéal, débarrassée des luttes politiques et des rivalités d'intérêt. Elle n'a pas voulu obliger les agents à pratiquer l'hygiène, les sports, comme on le fait à la caserne, mais en faire naître le désir et en favoriser l'exercice. L'art de faire vivre les hommes ensemble vingt-quatre heures par jour est un art très difficile qui ne s'accommode bien que du régiment ou du couvent. Comment le patron pourrait-il l'exercer lui-même?" [2].

Au sortir de la guerre, l'entreprise privée se reconnaît une nécessité nationale par son efficacité technique, se constate comme ne pouvant apporter que des réponses inachevées aux besoins vitaux du pays.

Par contraste, la volonté politique d'Henri Sellier peut dresser l'hypothèse d'une résolution nationale de la question du logement. Mais, dans le système des contradictions de la bourgeoisie sociale de l'après-guerre, les moyens, politiques, financiers, et techniques de la Cité-Jardin sociale-démocrate sont restreints ; et l'expérience se fixe en élaboration d'un modèle. La Cité-Jardin d'Henri Sellier ne peut être distinguée de son incapacité à maîtriser la croissance pavillonnaire de la banlieue parisienne. C'est par défaut qu'elle devient exemplaire.

Dans la durée d'une rétention s'expérimente une théorie de la démonstration du logement social, théorie intercalée dans le glissement des populations clientes vers la catégorie professionnelle des petits employés. Dans les années '30, il ne peut être saisi une question globale du logement : l'enjeu est devenu de témoigner d'une réponse publique générale, reportée à plus tard.

Au-delà de l'objectif reconnu, pour la cité patronale

de logements, d'un effondrement des conflits de classes, se profile ici l'hypothèse nouvelle d'un progrès technique et économique qui ne pourrait se développer sans le consentement et le suivi tacite d'une opinion publique.

La Cité sera exemple : une vie exemplaire s'y développe. Un gestuel épuré de la vie ouvrière, entre la maison et le lieu de travail, débouche sur les avancées morales d'une population de cheminots, dont la Cité oriente les valeurs **"d'indépendance, de commandement et d'altruisme.**

Raoul Dautry détourne à son profit les rancœurs de ceux pour qui, **"cette nouvelle méthode hardie"** est **"communisme"** : une communauté locale est formée dont l'avant-garde est constituée par **"les techniciens de la machine"**. [2]

Une communauté organique des cheminots s'établit sur l'individu et la famille. Une socialisation s'énonce dans la récupération absolue d'efforts individuels immédiatement murés en actions sociales. Partant de l'individu, il n'y a plus de refuge privé. Une proposition individuelle ne peut s'énoncer qu'en tant qu'elle façonne la forme sociale. Dans l'état actuel d'imperfection des mentalités et des usages, la question

de l'apprentissage des assemblages sociaux suppose:

1. un travail d'information : maintenir le bilan au jour le jour des initiatives; tâches de l'ingénieur,
2. un travail de discipline: limiter les écarts possibles: tâche de la Cité-Jardin,
3. un travail de captation: fidéliser les efforts méritoires: tâche de la subvention aux associations.

Ajustement social.

"Or, tout ce qui peut vous diviser dans les Cités est pour moi à écarter. En ami de tous, je ne veux considérer que les choses qui vous unissent. Quel que soit le parti politique qui ait vos préférences et la vivacité du rouge de son étiquette, que vous poursuiviez des buts de vie future ou de vie présente, c'est-à-dire que vous soyez religieux ou matérialiste, je n'en veux rien savoir, c'est aussi indifférent au Chef que je suis dans la semaine, qui ne s'inquiète que de la quantité et de la qualité du travail fait, qu'à l'invité que vous avez appelé parmi vous

aujourd'hui. Pour lui, vous êtes toujours des Cheminots, des Camarades vivant ensemble ayant beaucoup de problèmes humains à résoudre, et c'est à les résoudre en commun que je vous convie parce qu'aucun ne m'est indifférent. Non il ne m'est pas indifférent que vous voyez malades ou bien portants, ignorants ou cultivés, égoïstes ou altruistes, que vous ne poursuiviez que des plaisirs bas ou que vous recherchiez des satisfactions intellectuelles et morales de qualité". [3]

Si Raoul Dautry prétend refuser de s'immiscer dans une analyse des convictions politiques et religieuses, c'est parce qu'il veut circonscrire le débat en ces lieux de socialité où ne pourraient que s'effacer les antagonismes entre cheminots. Le primat de cette plate-forme de réponse repose dans l'efficacité des solutions matérielles face aux revendications des ouvriers. Cette approche matérialiste qui postule la suspension des aspirations idéologiques délimite le territoire d'intervention de la Compagnie du Nord. Raoul Dautry investit les vertus d'une pédagogie sociale, généralisée à l'ensemble des cheminots indépendamment de leurs âges et de leurs qualités.

Une culture générale qui diffuse une aptitude au juste raisonnement, procure l'extension du civisme. S'il ne fait qu'expérimenter concrètement des théories pédagogiques produites par ailleurs, il propose de nous fournir la démonstration concrète de cette proposition éducative: polissé et assagi, le cheminot sous l'effet d'une culture distribuée parcimonieusement serait à même de participer aux choix éditoriaux du Conseil d'Administration de sa Cité.

Il y a proposition de dépassement de la culture ouvrière au profit d'une culture de la citoyenneté, avec cet enjeu que ne puisse trop se distinguer désormais, l'ouvrier de ses chefs hiérarchiques. Sans atteindre la systématisation des années 1940, pour lesquelles toute programmation architecturale et urbaine s'énonce sur la définition des usages et des comportements d'un homme moyen, Raoul Dautry fait sienne l'hypothèse d'une identification médiane des individus que sollicite la nouvelle organisation du travail. Et c'est par l'éducation qu'il est possible d'atteindre la minimisation des différences entre personnel de maîtrise et main-d'oeuvre salariée. Dans cet attachement à parfaire la réconciliation des diverses strates professionnelles, Raoul Dautry suggère la possibilité d'une rencontre : le cadre

supérieur est mis en demeure de compenser ses **"bonnes humanités"** par le développement de ses connaissances techniques.

Plus qu'un simple laboratoire d'une expertise sociale, la Cité-Jardin du Nord, se définit dans son interface au travail. Elle se distingue en cela de l'expérience social-démocrate d'un Henri Sellier de fait centré sur la programmation de l'espace social du temps libre. L'utopie de collaboration des classes dans le projet du réseau du Nord, repose sur l'exactitude d'une procédure de production réconciliant espace social et travail: les quartiers d'habitation doivent être les creusets porteurs de la solidarité sociale en ressourçant, hors du travail, les termes d'une contractualité:

"Pourquoi d'ailleurs ne pas créer des villages de cheminots. Le chemin de fer est formé d'un monde assez complexe, assez divers et qui est bien l'image de ce qu'on trouve dans la rue. Dans une rue de Paris, la mienne par exemple, habitent des employés, des ouvriers, des menuisiers, des ingénieurs, des comptables, des ajusteurs; etc... Eh bien! une rue de cheminots présentera de la même façon, des comptables, des métallurgistes, des charrons, des maçons, des employés, etc., etc., tout à fait à l'i-

mage. [4].

La Cité définie comme "village habité par des **Camarades de travail**" ne doit pas souligner les différences sociales. Si l'architecture est requise comme diversité, elle n'est pas franchement acceptée comme mode d'une distinction sociale. Quand se proposent des modèles différents de logement, ce serait par assimilations des différences hiérarchiques en modes d'habiter : "Nous avons également aménagé des maisons un peu différentes pour les agents qui ont du galon et dont la femme ne désire pas rester toute la journée dans la salle commune. Celle-ci est remplacée par une petite cuisine et une petite salle à manger. Les maisons dites "living-Room" sont particulièrement coquettes et appréciées du personnel tel que chefs pointeurs, chef d'équipe".[4].

Le bonheur auquel peut prétendre l'habitant est défini dans une rétention et tempérance de ses instincts naturels et dans le développement outrancier des activités de sa socialisation. C'est à partir d'une lecture matérielle des nécessités vitales qu'est constitué le corpus des comportements destructeurs des rapports sociaux : déplacés vers la périphérie de la Cité-Jardin, maintenus et enserrés dans le mail-

lage des voies ferrées de la gare de triage, les logements de célibataires, marginalisés, interdisent toute propagation de la pollution de l'individualisme.

"Mais avoir les éléments ne suffit pas, il faut en tirer parti, et vous seuls, les habitants, pouvez le faire. C'est pourquoi, et avant tout, je dois dire aux grands, qui créent les petits et qui leur servent ensuite d'exemple, d'avoir une hygiène attentive. Une vie digne, pas d'excès, pas d'alcoolisme, pas de négligence dans la tenue des maisons, des fenêtres ouvertes, beaucoup de jardinage et d'exercices physiques, des bains et des douches, une alimentation raisonnée, voilà ce que vous devez faire pour avoir une santé parfaite". [5]

Au sortir de la guerre, il ne peut se vivre de confiance collective suffisante par la religion, la politique ; même, et cela est difficile pour un territoire technicien, dans la technique. Face au flottement d'un lien social désormais sans absolu, désenchanté, les dispositifs de la communauté entrent dans les relais d'une série expérimentale à la poursuite d'une description des lois naturelles de l'harmonie. La question est celle de la production d'une

efficacité sociale, et donc morale, pour la technique. Il est possible d'offrir aux habitants **"des murs, un toit, de la terre, de l'espace, de l'eau et du soleil,"** encore faut-il qu'ils en retournent le contrat en s'attachant **"à rechercher le beau, respecter le vrai, faire le bien"**.

Domestication de l'Équipement

Reconnu comme aspiration individuelle primaire, le foyer est l'unité programmatique absolue de la Cité-Jardin.

L'utopie fondatrice est la suffisance de cette cellule reproductible. Comme le propose René Chavance [6], s'il y a réalisation d'un **"intérieur agréable à voir"**, c'est bien, pour que les familles **"ne soient pas tentées d'en sortir"**.

C'est à partir de cette unité comptable que s'ouvre une procédure de l'équipement, d'un équipement conçu comme condition de la réalisation du logement et comptabilisé comme tel :

"Il faut compter pour chaque maison de 500 à 700 mètres de terrain à 9 F 50 environ (ce prix obtenu toujours grâce à l'achat de grandes quantités) dans la région parisienne soit 1750 frs. Il faut aussi faire entrer en ligne de compte les frais d'installations

générales :

500 frs pour l'électricité

1 100 frs pour l'eau,

700 frs pour l'installation des chemins de clôtures

600 frs pour les poulaillers-clapiers

1 000 frs pour l'installation du tout-à-l'égout car il faut éviter la sujétion coûteuse d'avoir à vidanger une fosse tous les ans ou même le plus souvent. Quelques centaines de francs encore pour les écoles, cinémas, bains-douches dont je vous parlerai tout à l'heure.

Donc 27 000 frs la maison environ au total pour 1 000 maisons, et 29 000 frs pour 500 maisons."
[4]

A partir de l'équipement minimum de la maison provisoire en bois, un processus d'extension des politiques d'équipement accompagne la tension vers le définitif de la production du logement. Il y a expérimentation, radicale pour l'époque, d'une planification ouverte d'équipements dans un fonctionnement de réseau.

Sans que ces équipements deviennent jamais condition du fonctionnement de la cité: l'équipement

n'est pas l'espace nécessaire du lien social. Il est une pratique, sous la pression des revendications para-municipales d'une population d'habitants déjà installés, dans une définition très stricte, par la compagnie, des normes de l'acceptable.

Dans le réseau peu hiérarchisé de la Cité-Jardin, s'implantent les équipements, au gré de leur engagement. A considérer les plans des différentes cités, on constate qu'il n'y a pas prééminence d'un modèle idéal de représentation hiérarchique des divers équipements dans un système urbain. A priori, l'équipement est un autre privé, implanté comme la maison dans un rapport banal à un réseau viaire polyvalent.

L'extensivité de la notion de foyer ouvre donc une programmation intégrée, depuis les équipements domestiques nécessaires au bon fonctionnement de la vie familiale et sociale. A partir de l'équipement-logement, par le réseau des flux, s'étend la structure polaire de la programmation de la Cité-Jardin.

Dans une logique de réseaux où la Cité n'est pas forme achevée, mais le lieu terminal d'une série perfectible de procédures ouvertes, la question de son équipement ne peut être entièrement formalisée.

De fait, seul le territoire de l'équipement réseaux décrit la forme, exactement typifiée, de son extension. L'efficacité de la programmation des équipements est inféodée aux explorations de sites à bâtir qu'ouvrent les techniques de leur exploitation.

La radicalité de cette option technique est compensée par la nature même du transport ; par la possibilité d'une constante réactualisation de l'usage des équipements, avec l'évolution des besoins. L'équipement social est en transit. La gare est l'équipement premier, dense de son absolue tenue aux réseaux ferrés. Il y a diffusion de ses usages : le quai terminal de Tergnier assure indistinctement l'arrivée des premiers matériaux de construction de la Cité, puis l'apport des subsistances quotidiennes. De gare, il se transforme en économat. **"Vous pourrez avoir dans votre Village-Jardin, une voie de raccordement pour l'économat, le charbon, la coopérative. Vous pourrez même y amener vos voitures de déménagement, ce qui sera encore une économie. Vous pourrez avoir des consultations. Pour les jeunes enfants, la compagnie si vous le lui demandez ne refusera pas de vous envoyer son médecin."** [4]

Dans l'économie d'une pénurie légère, la succession des valences du provisoire ouvre une souplesse

programmatische des usages possibles. Une théorie du réseau s'étend à ces équipements collectifs sociaux dont les existences se conditionnent sur ce même mode graduel du logement: provisoire, semi-provisoire, définitif... Les désaffectations et réaffectations des baraquements sont le mode du développement instantané des équipements. En 1923 et 1924, 500 chambres de célibataires, devenues disponibles, de par l'avancement des travaux de reconstitution, sont déplacées et réemployées comme salles des fêtes (9 cités en bénéficient), salles de cours ménagers (4 cités), jardins d'enfants et consultations de nourrissons (2 cités).

Dans cette mouvance générale de l'équipement, il n'y a pas forme figée d'une vie sociale déterminée par le collectif. Si on définit dans la rigueur d'une programmation privée, certains éléments d'une restauration de la socialité, une stricte nécessité ne peut être considérée a priori, pour des équipements publics quels qu'ils soient. Il n'y a pas postulat préalable d'une autonomie du lieu Cité-Jardin. Si Raoul Dautry semble s'interdire d'abaisser, selon les Cités, la qualité des équipements-réseaux, il s'autorise la non-programmation d'équipements collectifs qui ne feraient que redoubler ceux existants

dans les localités voisines.

Cette non-programmation à l'avance de l'équipement se marque bien en difficultés ultérieures: l'absence de réserves foncières oblige la Compagnie à acquérir de nouvelles terres en marge des Cités. A une première couche de programmes (éducation et hygiène) font suite ces équipements d'une communauté qui ne tenaient pas des besoins vitaux: salles des fêtes, églises, terrains de sports. . .).

" En outre Monseigneur l'Evêque d'Arras a fait édifier aux abords immédiats de la cité (Lens) une église à la demande de 269 agents sur 436 habitants inscrits. Madame Loury qui a fourni les fonds pour la construction de l'église et du presbytère, et Madame Bollaert, marraine de la cloche, méritent comme lui la reconnaissance des cheminots." [7].

Les encouragements de la Compagnie à la participation des cheminots ne reposent pas sur des aides à la construction, mais sur l'aide spontanée associative d'activités que l'on véhicule.

Esthétique des autonomies programmatiques

L'intervention de l'architecte aux Cités-Jardins du Nord, est tardive. La procédure de fond n'est pas celle, reconnue, de l'architecte auteur et repré-

sentant de son client auprès des entreprises. La Compagnie est maître d'ouvrage mais aussi maître d'oeuvre de cette seule armature urbaine que constituent les réseaux. La production de la maison est déléguée à l'entrepreneur à partir d'un cahier des charges spécifiant les organisations spatiales et symboliques du logement et certaines modélisations constructives.

C'est dans cet espace restreint de l'autonomie de l'entreprise que se distingue une mission de l'architecte venant réviser, contrôler un produit d'entreprise. Lorsqu'il considère a posteriori son oeuvre accomplie, Raoul Dautry remercie ces entreprises qui n'ont pas obstrué la tâche d'un architecte, théoriquement choisi par elles, mais de fait, relais de son contrôle. Il développe alors cette mission générale de l'architecte d'équiper l'ensemble des maisons en morceaux d'architecture. Mission essentielle autant le détail constitue le réseau, par delà le parallélisme des autonomies typologiques d'entreprises, d'une unité d'ambiance de la Cité-Jardin.

La radicalité de cet espace de la marginalisation de l'architecte, tient du modèle initial d'un programme d'édification d'urgence de baraques provisoires: nulle préoccupation d'architecture ne peut émerger

dans la crudité des résolutions techniques du loger. Le passage graduel, du provisoire au définitif, ne reviendra pas de cette mise à l'écart.

L'enrichissement progressif des Cités-Jardins se produit sur fond de reconnaissance des efficiences productives d'une procédure d'urgence qui néglige les chemins traditionnels de l'architecture et de l'urbanisme. La Compagnie s'assure une maîtrise, balancée entre la réalisation des réseaux et l'encadrement de l'espace des productions du logement: livraison, spécification, voire fourniture des matériaux, apports de la main-d'oeuvre. Elle peut choisir pour raison de productivité, de gérer la construction d'un parc de logements par sa segmentation en petites séries révisables de moins de 100 logements, plutôt que de courir le risque des monopoles contraignants de la grande série. Il y a fidélisation d'entreprises, encadrées et soumises à l'expertise des faits pour la reconduction de leurs chantiers.

Pour 800 maisons, un seul entrepreneur nous aurait fait certainement des prix plus bas que pour 100, mais nous aurions été à sa merci comme délais, et au lieu de faire une cité de 800 logements en six mois (Lens), nous aurions mis 2 ans. Au con-

traire, en constituant des lots d'environ 100 maisons pour chaque entrepreneur, en leur fixant un délai de 6 mois et en leur promettant un deuxième lot si le premier était fait convenablement et en temps voulu, nous les avons fait travailler avec émulation.

[4]

Par son évanescence, cette nouvelle commande met en crise le discours de l'architecture et de l'urbanisme. La volonté de recomposer une ville ou du moins une réalité de lieu et de maisons débouche sur la quête d'une profusion éclectique de signes emmêlés de rural et d'urbain.

Comme s'il suffisait de dénommer place Descartes ou place des Trois Filles un rond point bordé de quelques maisons autonomes pour que se charge la fonction sociale de la place, s'ouvre une rationalité de la création du lieu par répétitions de marquages. Pour une cité ou l'équipement n'est pas système cohérent de la composition, la nécessité d'une lecture urbaine se produit en saturation de codifications parallèles. La toponymie prétend résorber la dilution de typologies urbaines mises à mal par l'homogénéité technique du réseau des voies et de la fragmentation des logements. Tergnier s'organise en unités de lieux bouclés sur les tensions de la guerre et

et de la culture: cercle des généraux, cercle des alliés et des provinces libérées, cercle des penseurs français.

Le réseau de la cité est indépendant des régulations hiérarchiques générales de la composition académique. Cela interdit à l'architecture de se positionner sur les modes de la centralité urbaine. Sur la base de la fragmentation, un ordre architectural se localise dans la récurrence de thèmes enchevêtrés. Le travail de l'architecte détaille ces éléments d'une répétition qui fondent un style d'unité de la Cité-Jardin; une ambiance, paradoxalement creusée dans une enquête désespérée de ces diversités qui peuvent saillir de la singularité irréductible de l'unité maison (1, 2, 3 ou 4 logements).

" Mais c'est surtout dans le dispositif intérieur qu'a dû se manifester leur (aux architectes) invention. La consigne était nette en effet : Eviter soigneusement l'uniformité. Cette préoccupation n'est pas seulement inspirée par des raisons esthétiques. Elle correspond encore au but philanthropique que l'on s'est proposé. Même inconsciemment, les habitants recoivent une influence salubre de la diversité des aspects. Ils échappent au morne ennui qui se dégage de la régularité du coron ou de la cité-ca-

serne. Dans aucune oeuvre du même genre, ce souci n'a été poussé aussi loin. Cent types différents ont été réalisés et répartis de telle manière qu'on n'en trouve jamais plus de huit semblables dans chaque cité. Encore ceux-ci se modifient-ils suivant le nombre des logements qu'ils contiennent. Et comme en outre, on a pris soin de varier l'orientation des maisons et la couleur des peintures qui les décorent, il est permis de dire que l'oeil ne rencontre jamais deux fois un aspect identique dans une même agglomération." [6]

Cet "immense parc de légumes bien portants "qui" forme un tapis de riche verdure, semé ça et là de belles fleurs éclatantes" est le support d'un espace où les maisons fonctionnent comme "de larges tâches rouges".

Le toit est le mode d'une représentation de la maison unie. Il gère cet ensemble qui divise la récurrence de ces symboles du logement individuel que sont les équipements porches d'entrée. Code de la rotondité perspective, ils gèrent l'absence d'une hiérarchie des façades. Cette maison qui se polarise sur les arêtes est indifférente aux orientations solaires. Il n'y a ni devant, ni derrière. Le potager est l'espace universel. Et dans la saisie des angles

se glisse l'espace domestique d'un pittoresque. La fluidité atmosphérique d'un paysage fragmente les échelles, de la maison aux petites maisons que proposent le porche ou le clapier. Mais cet espace est lacunaire. Dans l'économie d'une gestion à minima de la construction apparaît la nécessité de dispositifs additionnels de sémantisation: La carrière devient Buttes-Chaumont, le château d'eau belvédère ou kiosque à musique, la gare s'orne de la copie de la vieille tour de Florence. René Chavance, propose pour référence de la Cité-Jardin du Nord **"un quartier de villas auprès d'une plage paisible"** [6].

- [1] André LE REVEREND: "Un Lyautey inconnu", op. Cit. p.346
- Robert GARRIC : (1891-1967), normalien, agrégé de lettres, il fonde en 1920 les Equipes sociales, mouvement éducatif qui a pour objectif de prolonger la solidarité née des tranchées. Il est l'ami commun de Lyautey et de Raoul Dautry. Auteur en 1935 d'un "Message de Lyautey", il rejoint en 1939, ce dernier au Ministère de l'Armement. Sous l'Occupation, il prend la tête du Secours National.
- [2] "Un exemple : les Cités-Jardins du Nord". Résumé de conférences in Métier d'homme.
- [3] Allocution prononcée à l'inauguration de la salle de réunion de la Cité de Lille-Délivrance op. cit.
- [4] "Causerie de La Chapelle", op. Cit.
- [5] Allocution prononcée à l'inauguration de la salle de réunion de la Cité de Lille-Délivrance, op. cit.
- [6] René CHAVANCE : "Les Cités-Jardins de la Compagnie du Nord" Art et Décoration. Octobre 1922.
- [7] Archives privées: Rapport sur la vie des Cités des cheminots du réseau du Nord en 1923 et 1924, 15 janvier 1925.

ARCHITECTURE TECHNIQUE

2.1 - GENESE

Le 15 mars 1891 paru sans signature dans la Revue des Deux Mondes un article d'une cinquantaine de pages portant le titre suivant : "Du rôle social de l'officier dans le service militaire". Malgré l'anonymat, cette publication qui provenait d'un officier en service publiant sans l'aval des autorités militaires souleva immédiatement tollées et indignations. Le scandale ne peut longtemps masquer son auteur, un capitaine d'escadron : Louis Hubert Lyautey [1].

Par delà les rancœurs et mécontentements du Haut Commandement militaire, cet écrit apparaît avoir immédiatement influencé un ensemble d'hommes politiques et de réformistes sociaux. Des républicains comme Jules Charles Roux [2], Edouard Aynard [3], Charles Jonnart et Paul Deschanel [4] s'empresèrent de le féliciter. Henry Bérenger [5], président de l'Association des Etudiants, Paul Desjardins [6], les frères Lazard [7], Max Leclerc [8] et le Pasteur Wagner [9], vinrent à lui. Par delà l'hétérogénéité sociale de ces adeptes de la première heure, il

faut souligner l'effet public de cette "profession de foi" d'un jeune officier, rédigée et publiée dans les soubressauts politiques et sociaux : boulangisme, luttes religieuses, montée du Guedisme et lutte syndicale dans les entreprises dans les années 1890.

Il serait erroné de croire que la singularité du texte de Lyautey tienne de l'absence d'analyses sociales dans cette société française de 1891. "Le rôle social de l'officier" est bien un texte parmi d'autres. Il prend place dans la généalogie de ces écrits politiques qui confrontent les classes dirigeantes à leur responsabilité sociale. Les arguments du Pape Léon XIII et d'une partie des catholiques français en faveur du ralliement à la République Française reposent précisément sur la conscience de ce nécessaire devoir social qui ne peut être prodigué que dans la réconciliation de l'Eglise et de la République.

L'article de Lyautey dans la revue des Deux Mondes marque un tournant décisif en élargissant cette question à l'ensemble de la société civile. Hubert Lyautey, adolescent, avait adhéré à l'oeuvre des Cercles catholiques d'ouvriers du capitaine de cuirassiers, le Comte Albert de Mun [10], et du colonel de cavalerie, le Marquis René de la Tour

du Pin [11]. Il confirme maintenant la possibilité d'une réponse sociale dans le renouvellement et l'extension d'une procédure jusque là circonscrite aux approches chrétiennes de la misère ouvrière.

Le "rôle social de l'officier" interpelle le lecteur, qu'il soit catholique en instance de se rallier à la République, ou farouche anticlérical. Hubert Lyautey propose une réconciliation générale des français dans la reconnaissance des nouveaux objectifs sociaux que doit se fixer une société moderne débarrassée des maux du passé. Il fait symboliquement oeuvre de réconciliation en reconnaissant en préambule, parmi les noms des guides écoutés de la jeunesse française, ceux d'Albert de Mun, de Melchior de Vogüé [12] et d'Ernest Lavisse [13]. Trois personnes que l'on pourrait opposer, tant leur analyse politique diverge. Trois personnes que "bien de nobles traits rapprochent" et que "leur bonne volonté" à reconnaître les nécessités de "l'action commune", établissent comme promoteurs légitimes d'une communauté nationale retrouvée.

Cette qualité morale des français préoccupés de l'unité du pays, les fait dépasser leurs ségrégations politiques, économiques et sociales et reconnaître une répartition voire une segmentation des

compétences. la lecture des composants légitimes de la société française permet de retrouver une union du devoir social, par delà la communauté mythique perdue que constituait la religion catholique. pour ce XX^e siècle qui monte, il n'y aura de morale, hors une efficacité sociale individuelle. Une communauté fonctionnelle de la société française ouvre le front des responsabilités-types de l'Ingénieur, du Médecin, du Professeur, du Patron. . . Un appel à l'unité morale des français, débouche sur une communauté sociale de métiers et la sollicitation de professions de foi sectorisées. Max Leclerc qui vient de faire la connaissance de Lyautey s'attèle d'arrache-pieds à la rédaction du *Rôle social des Universités*". Paul Desjardins publie dans le *Journal des débats* d'octobre 1891 à novembre 1892, un ensemble d'articles regroupés sous le titre édifiant du "Devoir présent". Pour diffuser la doctrine de Lyautey, il fonde le 11 janvier 1892 l'Union pour l'action morale". Après la Première Guerre mondiale, rencontrant pour la première fois Jean de Lamirand jeune ingénieur à la Compagnie des Chemins de Fer de L'Ouest, Lyautey le convaincra encore de publier un "Rôle social de l'ingénieur". En 1900,

Lyautey lui-même suite à son expérience au Tonkin et à Madagascar, publie un "Rôle colonial de l'armée" par lequel il apparaît rassembler sa propre compétence professionnelle.

Autodidacte à Polytechnique, né en 1880, Raoul Dautry a tout juste vingt ans en ce début du XX^e siècle. Il fait parti de ces "jeunes gens, étudiants, futurs ingénieurs, futurs industriels, futurs patrons, futurs professeurs", porteurs du devoir social. Il n'y a pas de hasard à la découverte de Lyautey par Raoul Dautry, qui, ayant quitté sa province natale [14] pour Paris, apparaît avoir passé ses années scolaires à Polytechnique. [15] dans cette hébétude qui succéderait à la fatigue accumulée pour surmonter le concours d'entrée. A Polytechnique, je n'ai fait que dormir" aimera-t-il à répéter à ses proches [16] à qui il affirmera avoir délaissé les enseignements de l'Ecole tant ces derniers lui paraissaient médiocres, et, pour mieux se consacrer à sa formation intellectuelle, avoir trouvé refuge dans la bibliothèque de l'Ecole, dévorant tout ce qui lui tombait entre les mains. Le seul enseignement de l'Ecole Polytechnique qu'il suit avec assiduité est le cours d'architecture de Gustave Umbdenstock [17]. Sa reconnais-

sance pour ce dernier se manifestera d'ailleurs lorsque devenu ingénieur-en-chef aux Chemins de Fer du Nord, il confiera dans un geste d'assistance à cet architecte, qui a connu des jours meilleurs, la réalisation d'un certain nombre de maisons dans les cités-jardins édifiées pour la reconstruction de 1919. La lecture de John Ruskin lui avait fait prendre conscience des incohérences de la société industrielle inapte à résoudre la déchéance humaine résultant du profit et de la production. Lecteur d'Ebenzer Howard, Raoul Dautry se serait proposé le champ d'une efficacité sociale de son futur métier d'ingénieur dans la réalisation matérielle d'un urbanisme sociale.

Dans le prolongement de cette logique d'intervention, l'exercice colonial de Lyautey apparaît avoir pu servir de point de repère, pour un Raoul Dautry qui aborde les questions de l'urbanisme et de l'architecture comme modes de la spatialisation de son devoir social.

Front d'efficacité : la jeunesse.

Depuis cette fin de siècle ponctuée de scandales politiques et financiers émerge la conscience d'une

décadence morale. Les premiers écrits intimes de Raoul Dautry qui nous sont parvenus, témoignent qu'il participe de l'analyse diffuse d'une faute de la société française. Il y a la responsabilité des aînés dans l'accumulation de l'instabilité économique, du taudis et de la guerre ... Pour ce qui est de sa propre génération, il témoigne de son indolence passée par la représentation d'un boulevard Saint-Germain peuplé d'étudiants flanant de brasserie en brasserie accompagnés de leurs "Mimi pinson" [18]. Ils s'abandonnaient aux "silencieuses orgies de la pensée", se satisfaisaient de "fades et inefficaces idéologies".

Mais il y a illusion d'une positivité de la Grande Guerre. Comme beaucoup de ses contemporains, Dautry repère la possibilité de prolonger l'union fraternelle de la tranchée en réforme de la société. La reconstruction de la France passe par une jeunesse de fait sommée de se substituer aux hommes morts au combat. Il y a postulat d'une jeunesse mûrie par les événements militaires et donc éventuellement plus apte que les précédentes à prendre en main les nouvelles responsabilités nationales.

Mais cette nécessité abrupte suscite l'inquiétude de

Raoul Dautry et l'incite à proposer une vigilance quant aux termes de l'éducation sociale des nouvelles générations. Certes il n'y a pas de perversion a priori de la jeunesse, certes celle-ci est force, vitalité et élan, mais il y a ce danger permanent de sa déchéance au contact d'une société dont les déséquilibres engendrent l'immoralité sociale. Car il y a permanence de la nature humaine et diffusion possible de ces caractères mêmes que l'on reproche aux générations précédentes :

"Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils essentiellement différents des jeunes d'hier ? Je ne le pense pas. L'homme ne change pas. Ses passions et ses sentiments sur un sol donné, ne varient guère qu'en fonction de la variation des conditions matérielles et spirituelles dans lesquelles il grandit". [19]

Le constat d'une fragilité de la jeunesse ne permet pas d'échapper : l'impossibilité d'une réforme instantanée de la nation exaspère l'enjeu crucial d'une jeunesse qui porte la dynamique et la temporalité de la transformation sociale. La jeunesse est le territoire de tout investissement.

Elle est aussi l'entité de la permanence, le seul

temps de l'existence ou presque rien ne différencie l'homme de ses prédécesseurs. Dans une lettre datée de mai 1933, le Directeur du réseau de l'Etat énonce que **"si la jeunesse est toujours attirante"**, c'est **"parce qu'elle est la jeunesse"**.

Par cette définition tautologique qui isole le constant renouvellement comme caractéristique essentielle de la jeunesse, se reconnaît le territoire suffisant d'une programmation. Dans cette année 1933 où les questions de formation et d'éducation le préoccupent au plus haut point, il inventorie, dans un ensemble de stratégies nationales, les conditions d'une éducation sociale de la jeunesse mondiale. Ses exemples sont ceux du fascisme italien ("le fascisme a avec la jeunesse, une liaison intime, philosophique et politique), du nazisme ("la jeunesse allemande a retrouvé de grands rêves"), du salazarisme ("le Portugal y a magnifiquement réussi"), du stalinisme ("en Russie, le régime nouveau s'appuie non seulement sur la jeunesse, mais sur les adolescents et même sur les enfants"), et de la démocratie anglaise (Elle laisse entrevoir un mouvement jeune assez net") [20]. Ne s'attachant pas à la nature politique de chacun des pays décrits, il peut isoler, de ce corpus segmenté, l'idée d'une convergence

technique. Les efforts de chacun peuvent être magnifiés. Il est possible d'apprécier, par delà les différences politiques, le groupement des nations autour de leur jeunesse.

Education d'une jeunesse manuelle.

Si Hubert Lyautey formulait la nécessité de l'éducation du soldat, Raoul Dautry se proposera la formation spirituelle de ses cheminots. Jeune polytechnicien sous les drapeaux, il organise de sa propre initiative des cours d'alphabétisation pour ses soldats illettrés. Ingénieur de la voie au Réseau du Nord, il énonce les principes d'un développement de l'éducation en créant pêle-mêle des "écoles de débrouillage, des écoles ménagères, des cours post-scolaires, en même temps, qu'avec les ingénieurs". Il organise "l'apprentissage, la formation technique de nombreuses spécialités d'agents, la sélection et le perfectionnement de cadres très divers". A partir de 1919, la reconstruction des cités du chemin de fer du Nord, lui offre la possibilité d'une extension de ses aspirations éducatives. C'est comme oeuvre d'éducation sociale qu'il définit la Cité-Jardin reconstruite.

La Cité-Jardin de cheminots pose en premier

l'éducation de ses enfants. Raoul Dautry apparaît ne pas dissocier les formes d'une éducation technique, d'une éducation spirituelle et morale. Il se fixe comme objectif d'atteindre, à travers la formation professionnelle, ce que Lyautey dénommé **"la physiologie morale"** de l'individu.

Dans les cités du chemin de fer du Nord, l'école a donc pour objectif a priori, de préparer les enfants de cheminots à leur futur métier de cheminot. Depuis son territoire technique de responsabilité, Dautry conforte le programme d'une jeunesse manuelle. Car **"un pays vaut par tous ceux qui le composent"**. L'objectif est de réconcilier, dans une tradition Hébertiste, un même projet, éducation morale et physique. Précisément, s'agissant d'un enseignement de type professionnel, le technicien Raoul Dautry ne veut écarter les principes d'un enseignement général. Seul un enseignement simultané ENTRE TECHNIQUE ET CULTURE peut dépasser cette perversion intrinsèque de l'enseignement professionnel de produire un enfermement des élèves dans le carcan culturel de la classe ouvrière. Par delà l'apprentissage du métier, il y a nécessité d'un enseignement général ouvrant **"des vues pour ceux dont le regard porte loin"**. Des exercices fondamentaux (lire, écrire,

calculer, dessiner...) ouvriront sur **"l'étude critique du passé, l'étude sincère et vivante du présent, le développement de l'esprit d'observation, l'assouplissement de la pensée, l'exercice de la réflexion, la discipline du jugement"...**) [22].

Mais l'ouverture ainsi proposée entre dans un projet qui reste focalisé : ce n'est pas en tant que disciplines autonomes que littérature, histoire, sciences pures et appliquées peuvent être reconnues. Raoul Dautry sollicite des maîtres leur **"interprétation particulière"** de **"la beauté des grandes tendances qui sollicitent les hommes"** L'enseignement est synonyme d'édification. L'histoire **"ce qui nous reste des temps passés est le spectacle d'un monde inégal où quelques intelligences et quelques caractères donnèrent leur mesure"** [23]. L'histoire est exemple et sollicite l'élève dans la recherche de modèles. Son opérationnalité réside dans la mise à jour de vies exemplaires. Par cette pratique hagiographique, non seulement les misères du présent prennent sens par la résurgence organisée des maux et défaillances passées, mais les liens sont tissés entre erreurs passées et difficultés présentes.

Littéraires et Actifs

Dans les années 1930, Directeur des Chemins de Fer de l'Etat, Raoul Dautry assiste à la difficile entrée en lice de la jeunesse de l'Après-Guerre.

"Dans l'ensemble, c'est-à-dire en dehors de ceux de ses éléments qui ont immédiatement affirmé une foi religieuse ou une foi politique, elle (la jeunesse française) a vécu après la guerre dans une sorte d'adolescence prolongée, adhérant, suivant les tempéraments, au REALISME ou à l'INQUIETUDE. Mais depuis quatre ou cinq ans, la jeunesse, ou plutôt deux jeunesses sont entrées en lice. La première que j'appellerai littéraire à défaut d'une classification plus exacte - a formé des groupes, édifié des chapelles, cherché à esquisser les données d'un monde nouveau. La deuxième que j'appellerai active a pu, du fait des hécatombes de la guerre, s'affirmer plus tôt qu'il en était d'usage et prendre des commandements". [26]

Il y a constat d'une division. A la jeunesse active va incontestablement l'évidence. A la jeunesse littéraire, s'adresse, non pas le refus, mais un question-

nement plein de réserves. Certes Raoul Dautry ne s'oppose pas à une approche littéraire qu'il reconnaît comme mode supérieur d'une exploration des devoirs sociaux, mais l'axiome d'origine selon lequel **"un acte intellectuel - et intellectuel seulement - n'est pas un "véritable acte de présence à la misère du siècle"** [25] interpelle le littéraire d'avoir à prouver son efficacité sociale. Dautry requiert l'engagement des écrivains, leurs témoignages des états de la société, leurs tensions de réforme. S'il sollicite ses amis, de Paul Valéry et Jean Giraudoux à Paul Morand et Aragon, c'est en tant que groupe, par delà leur différence, dans la reconnaissance de leur engagement dans une efficacité sociale. Ce sont les intellectuels de l'utilité. C'est l'exploit de leurs oeuvres de transcender les inquiétudes collectives en sanctionnant périodiquement les involutions de la société et les logiques qui feront le futur. La lecture d'une moralité d'exception s'effectue dans la reconnaissance de l'habile perception du vrai. L'activité littéraire est reconnue dans sa sublime nature d'exploration mais est confrontée à sa productivité dans le maintien du lien social. s'il accorde son respect à l'ensemble des écrivains - leurs desseins sont nobles et purs - lorsqu'il leur dénie toute ef-

ficacité, il détermine la rétraction-limite du champ d'une vocation : à **"voir piétiner tant de bonnes volontés sincères et généreuses autour d'idées qui ne peuvent que lentement se préciser"**. [26]

La grande morale collective étant celle de l'utilité il n'est pas possible d'approuver les dérives spirituelles d'une jeunesse qui spéculé l'abandon nihiliste de toute efficacité réelle autour de "l'usage trop prolongé du mot REVOLUTION". Considéré dans le système organique de l'efficacité nationale, l'intellectuel exclusif est hérétique, de même que le manuel exclusif.

La culture est un système extensif, qui, de relais en relais, saisit le corps social dans son entier - de l'école primaire à l'université. La nécessité de ce travail de tempérance que produit l'éducation professionnelle énonce les limites utiles du développement intellectuel. Raoul Dautry rationalise l'extension d'une culture minimale diffuse ouvrant, selon les capacités et le destin des individus, le territoire d'une approche générale des problèmes du pays. Il se défend de proposer une généralisation de l'accès à l'université. Si l'enseignement est premier, c'est qu'il n'y a pas d'autonomie possible des exercices techniques. Finalement ce que Dautry dénomme

culture, c'est l'ensemble des moyens de jugement des individus - des moyens de jugement nécessaires aux responsabilités civiques et professionnelles :

"S'il veut user du droit qu'il a conquis péniblement sur des sujets aussi nombreux que difficiles, ou au moins d'avoir assez de connaissances pour choisir entre celles qu'on lui propose".[27]

2.2 - L'ECHAPEE BELLE

"Il y a une crise du logement et il n'y a pas d'autre moyen d'y remédier que de construire des logements." [28]

Comment Raoul Dautry, ingénieur à la Compagnie des Chemines de fer du Nord, chef de l'Atelier de la Voie depuis 1913, auréolé de son efficacité technique de temps de guerre [29] va formaliser sa technicité dans l'espace social de la question du logement. 32 cités-jardins pourvues de conseil d'administration et plus de 11 000 maisons terminées, dès 1921 : l'échappée belle.

"Utopie de la maison individuelle".

La société de 1919 mesure sa pertinence dans l'immédiat de ses besoins vitaux.

L'acuité d'une crise de logement "dont on ne parle que depuis la guerre" se cristallise sur deux pôles : celui du Grand Paris issu de la nouvelle révolution industrielle de l'effort technique militaire; celui des Régions Libérées du Nord.

En 1921, lorsqu'il dresse le bilan de cette politique par laquelle 11 000 maisons ont pu être édifiées

en 3 ans, Raoul Dautry lui oppose le cas de la région parisienne :

"Dans Paris et ses environs, ON NE CONSTRUIT PLUS RIEN, seule une petite cité d'une centaine de maisons édiflée par la ville de Paris auprès de Bourg-la-Reine." [30]

L'extension gigantesque d'une banlieue de bidonvilles mesure la crudité du manque de logement de 1918. Dans ce contexte, toute réponse pourrait trouver sa pertinence. Il y a en potentiel le dépassement des réponses à la crise par la seule mobilisation du secteur traditionnel du BTP. De fait, il n'y a pas, pour un temps, incongruité a priori de toute réponse, quelle que soit son échelle ou la technique de son énonciation, du provisoire, au semi-provisoire et au semi-définitif.

Dans l'humilité relative de ses responsabilités, Raoul Dautry expérimente son efficacité propre en systématisant la reconstitution du réseau. **"A la fin de l'année (1921) ou plutôt même avant, en Octobre prochain, le réseau du Nord sera prêt à assurer un trafic plus intense encore que celui qu'il assurait avant 1914 et qui était le plus grand des chemins-de-fer français et un des plus grands du monde." [31]**

La volonté, à l'occasion de la reconstruction, d'atteindre une meilleure productivité passe par une politique de redimensionnement et d'améliorations techniques : mise au gabarit des voies, etc... C'est dans le cadre de cette modernisation du Réseau que va s'aborder une question du logement. Peu à peu pénétrer qu'une profession de l'efficacité du travail passe par une amélioration des conditions de vie.

Ponctuellement, pour Dautry, il y a d'abord ce problème du logement des cheminots reconstituteurs du réseau des voies. La réalisation, au long des voies, de baraquements provisoires en bois est cette action par laquelle s'identifie concrètement l'ouverture de sa question du logement. Les 1000 premières maisons provisoires en bois, livrées par le Ministère des Régions Libérées **"ont été disséminées le long du Réseau : à la fois pour montrer à tous nos agents que nous nous occupons d'eux et pour satisfaire aux premiers besoins du service. Les difficultés de montage de ces maisons dispersées ont été considérables."** [32]

Immédiatement la norme est le foyer familial. Il faut par agent 400 à 500 m² de jardin **"soit, avec la surface de la maison, le terrain pour la**

voierie, à peu près 6 ares par maison". Un homme, une maison, un jardin est ce principe a-topique qui vient trancher le marasme d'une crise de la reconstruction immobilière générale. Ce principe est autonome, il est large extension d'une tradition de la Compagnie du Nord [33]. Il est hétérotopes par rapport aux procédures de la reconstitution des patrimoines. **"L'utopie de la maison individuelle"** est le principe programmatique définitif qui vient fixer les conditions de vie nécessaires à l'exactitude de l'homme technique moderne. La promptitude de l'homme confronté à la machine est assurée par ce ressourcement d'une éternité et une localité presque terriennes.

"Plus que tout autre, un réseau de chemins-de-fer a besoin que son service soit assuré par des hommes exacts, attentifs, scrupuleux, bien équilibrés. Un mécanicien de rapide ne dispose pas de 60 secondes pour constater la position d'un signal, fermer le régulateur, bloquer les freins. La régularité et la sécurité exigent qu'il soit reposé et maître de lui quand il monte sur sa machine. Il n'est donc pas étonnant que le Nord se soit efforcé de donner à son personnel des conditions de vie aussi heureuses que possible". [34]

Origine du problème foncier

A partir de l'unité comptable logement par laquelle la Compagnie du Nord mesurerait le progrès de son efficacité s'ouvre une question foncière. Le temps est compté, l'urgence d'une reconstruction des axes de communication se développe en urgence de la question résidentielle. A partir de ces centres où se mesure pour la compagnie l'acuité vécue d'une crise du logement s'énonce une question foncière autonome. Il y a acquisition de ces terrains qui sont disponibles, sans préjuger trop des besoins réels à satisfaire. Il n'y a pas de planification à l'avance du nombre de logements. De fait ce seront les difficultés de la reconstruction générale des régions libérées qui vont donner son ampleur à la radicalité hors-norme de l'expérience logement de la Compagnie du Nord.

"En général nous nous disions que dans les grosses villes comme Béthune par exemple, nous aurions édifiés une soixantaine de maisons, et puis que la vie reprendrait, que les Régions Libérées ferait reconstruire la ville. Tout cela ne se produisant pas, et nos agents ne trouvant pas à se loger, nous avons été amené à envisager (à Tergnier) une première extension de 100 maisons puis une deuxième et jusqu'à cinq extensions successives". [35]

D'une question d'urgence du logement, avec son zeste d'utopie élémentaire? Dautry débouche de par la carence technique de la reconstitution urbaine des agglomérations anciennes. Faisant l'impasse des opérations préalables à la reconstruction (déminage, nettoyage des sites, évaluation et récupération des matériaux et des immeubles, délimitation des patrimoines fonciers ...) il atteint l'efficacité économique d'une réponse technique presque idéale.

Programmation hors-norme

A partir de l'expérience des 1 000 premières maisons, et devant la lenteur générale de la Reconstruction, le Réseau du Nord, dans sa propre logique d'oeuvre, est amené à poursuivre son action sociale. Il fait le 15 janvier 1919, la demande de 2 100 maisons individuelles provisoires de 3 et 4 pièces. Le refus du Ministère des Régions Libérées de fournir des maisons de type familial marque l'écart, d'une stricte politique de survie, à cette politique du Nord immédiatement centrée, même dans le provisoire, sur le développement d'une croissance sociale et économique. La compagnie du Nord sollicite alors l'autorisation de son Ministère de tutelle, le Ministère des Travaux Publics, de mener une politique autonome

de l'habitation. Il y a sortie manifeste dès le printemps 1919, des actions du réseau, de la politique générale de la Reconstruction. En mai, le Ministère des Travaux Publics autorise la construction de 2000 maisons démontables en bois **"sous la double condition de ne pas s'éloigner, ni du type de maison, ni de la dépense, de ce que préparait le Ministère des Régions Libérées"**. [36]

La décision de retenir l'originalité d'une expérience qui commence débouche sur les thèmes du démontable et de la banalité des apparences. Le hors-norme va s'expérimenter dans la nécessité de se couvrir comme norme. On propose que dans cet immédiat après-guerre les solutions de la crise du logement se fixeraient comme préalable comptable. Et Raoul Dautry apparaît reconnaître ce primat en identifiant un compte des logements produits dans le Nord et l'Est (pour l'essentiel par lui et par les Houillères) comme indicateur pertinent de la renaissance de ces régions. On suggère qu'en 1919, pour une justesse statistique, est abordée la nécessité d'une conformité comptable des unités de logement.

La logique du rail

On ne pouvait les laisser indéfiniment, eux et leur famille, se loger dans des wagons". [37]

La maison démontable en bois qui se substitue au wagon n'est pas un mode absolu de sédentarisation. Elle ne fige pas une population sur un lieu précis mais conserve les possibilités initiales du déplacement. Dans une plaquette de 1930, les chemins-de-fer du Nord évoquent l'avantage qu'offre encore le déplacement possible de ces maisons provisoires selon les besoins : en l'occurrence des cités-jardins vers ces **"agglomérations industrielles où nos agents trouvent difficilement à se loger"**.

Ce producteur est un transporteur : les premières maisons sont distribuées au long des voies par le Réseau lui-même. Et les premières critiques sont bien tenues d'un point de vue du transporteur : la diffusion exagérée des implantations provoque une surcharge du coût pour raison de transport et de difficulté de gestion de la main-d'oeuvre. **"Il est évident qu'elle (la compagnie) n'aurait pas réussi à les (le programme de 13 000 maisons) faire en les disséminant de tout côté, d'abord en**

raison des difficultés de main d'oeuvre, qu'elles auront rencontrées et ensuite en raison du coût d'approvisionnement des matériaux. Actuellement, la compagnie ne construit de maisons disséminées que pour certains agents, tels que les gardes-barrières et ces maisons sont d'un prix de revient extrêmement élevé". [38]

Cette concentration nécessaire des maisons pour abaisser les coûts de production, est donc bien, à l'origine, une abstraction économique. Ces nouveaux pôles de groupement seront déterminés comme optimisation dans cette logique duale des transports, entre coûts et rapidité.

Pour construire, la première tâche est de la sélection du terrain.

Le postulat élémentaire est celui de cette proximité des voies qui permettra de déposer des matériaux presque à pied d'oeuvre. "Vous savez tous que les transports par voiture hypos ou automobiles coûtent extrêmement cher. Avoir nos matériaux à pied d'oeuvre, de chargement, déchargement, etc.. Quand il nous a été impossible de nous établir en bordure de la voie, par exemple, à Montdidier, nous avons transporté nos matériaux en Decauville, mais la dépense d'établissement de la cité s'est trouvée

augmentée de 1000 F par logement. Vous voyez qu'il y a grand intérêt à construire le long de la voie". [39].

A l'emblème de cette logique du rail, à Tergnier, le faisceau de voies construit pour desservir les chantiers dessert en phase finale les entrepôts de la coopérative-économat de la cité.

V.R.D., l'autonomie conquise

Parce qu'elle s'ancre dans cette logique de la reconstitution calculée des forces de travail, la cité provisoire est déjà structurée par le travail de ses réseaux.

Que peut-on faire, au maximum, pour un groupe de maisons dont on ne préjuge pas du maintien sur place ? Il y a nécessité absolue - ménage et hygiène - de l'eau, et donc politique, minimale, d'un réseau de bornes-fontaines pour la distribution, de fosses septiques, de puits perdus et de fossés de drainage.

Le passage à la cité de logements définitifs se fait progressivement. A partir de leur première organisation provisoire, les cités se développent sur les filières élémentaires de ces réseaux. La nécessité ménagère de l'eau dans la maison (l'eau froide à l'évier) ouvre le traitement généralisé du

cycle de l'eau. La cité-jardin trouve alors son échelle véridique, en village et ville, lorsqu'apparaît cette station d'épuration biologique qui vient recevoir le tout-à-l'égoût et qui ne peut être expérimentée à moins de 200 maisons définitives.

La Cité-Jardin trouve alors une assise dans ce mode d'un suréquipement relatif établi sur les V.R.D. Les communes rurales et urbaines environnantes sont, par contraste, marginalisées comme faiblement équipées. Le lotissement Cité-Jardin se décrit dans le processus ouvert de l'intensification de son niveau d'équipement, et de son potentiel à ordonner son extension territoriale. Un réseau d'assainissement c'est une diffusion de zones par addition de composants techniques.

La Cité-Jardin tend alors à se replier sur elle-même : depuis les premières expériences, relativement liées aux agglomérations urbaines, elle vise l'autonomie de sa suffisance, au point d'atteindre ce statut extra-territorial qui se repère à Tergnier, édifié sur les territoires de trois communes.

L'isolement devient un des éléments du programme. La Cité-Jardin s'assume et se représente comme monde suffisant.

Isolant la supériorité technique des territoires

équipés par le Réseau du Nord, Raoul Dautry ouvre ces typologies de formalisation qui permettent l'identification de ce nouveau modèle de la Cité-Jardin. Un modèle qu'il va alors tenter, par pamphlets et études de dresser comme référence technique de la nouvelle question du logement.

Depuis cet équilibre rationnel de l'équipement et du coût se diffuse une nécessité technique, coopérative, des questions "de l'âme et du coeur".

"Ce n'est pas une idée nouvelle, mais ce n'est pas une idée qui a été souvent réalisée. Ruskin [40] l'avait signalé depuis longtemps et cependant, sa voix n'a pas été souvent entendue ; mais au Réseau du Nord, où nous vivons très près de notre personnel, nous sommes, comme le dit un de nos amis, Monsieur Vaillat [41] d'esprit ruskinien et je crois que le mot du maître pourrait être écrit au fronton de notre direction : aucun de mes disciples ne sera jamais ruskinien, il suivra, non mes préceptes, mais les propres instincts de son âme et les propres instincts de son coeur. Or, notre âme et notre coeur, notre raison aussi nous ont dit qu'il fallait en même temps que tout et même avant tout s'occuper de la question du logement". [42]

De l'âme au logement, Raoul Dautry propose un axe qui vient opposer le coron patronal ce lieu de la banalisation de la vie sociale et de l'asservissement à un processus technique de production. On suggère que ce positionnement n'est possible hors de la reconnaissance de la rupture qu'ouvre, face au processus unifié de la production du coron -voiries et bâtiments enchaînés - l'expérience concrète, de cette productivité duale de la Cité-Jardin sur deux lignes de technicité:

- celle de la répétition productive d'unité singulière de logement
- celle d'une logique territoriale de réseau, formée dans un héritage des pratiques du transport.

Dans cette ligne d'interface, Raoul Dautry récupère l'espace d'une composition. Composition dont le substrat est la fragmentation et qui logiquement va aller quérir les systèmes traditionnels britanniques du pittoresque. Le fondement de la Cité-Jardin du Nord, c'est l'efficience de cette disposition des wagons, c'est la cristallisation bâtie d'une logique provisoire.

Depuis cet ordre de la fragmentation que porte le V.R.D. s'atteint la nécessité formelle d'une globalité fluide de la coulée du jardin. Raoul Dautry

pose avec presque intransigeance, les frontières du privé territorial des maisons par la prescription radicale des murs et treillages des clôtures pour **"de petits piquets de béton armé agréables à l'oeil. On aperçoit ainsi de larges espaces de terrain séparés seulement par quelques taches blanches"**.

Cette unité de la Cité-Jardin, où se diffuse le programme manque d'exactitude de celle-ci est ce territoire, cet ordre naturel où celle-ci trouve enfin, par delà ses tracés, son unité réelle et sa réconciliation sociale. La composition de la Cité-Jardin ne tient pas compte du tracé; le dessin des réseaux est presque sans importance. Si pour Tergnier, Raoul Dautry peut revendiquer avoir lui-même dessiné les trois roues d'une locomotive, le jouet de cette métaphore apparaît bien signaler l'absence de toute nécessité d'un exercice d'urbanisme:

"Mon Maître, Monsieur Umbdenstock, dont le coeur et le talent sont toujours au service des bonnes oeuvres, Monsieur Bertrand, Monsieur Süe [43] ont consenti une clientèle plus riche pour s'occuper de nos ouvriers. Tous ont bien travaillé. la nature surtout a aussi bien travaillé. Elle commence à jeter sur tout ce que nous avons fait, le mauvais comme le passable, le riche manteau de son lière,

de ses rosiers grimpants, de ses fleurs, et dans deux ou trois ans, elle aura réussi fort heureusement à cacher les principaux défauts de nos constructions". [44]

La question de la représentation globale de cette architecture qui s'enfouit dans la nature, l'édification de ses limites urbaines et sa clôture au rural est alors celle de ces coupures vertes, terrains de sport, parcs et jardins potagers qui viennent maintenir par l'organisation des espaces publics, l'informelle diffusion systématique des jardins privés.

"Jusque dans les mornes régions industrielles, à Valenciennes ou à Lille-La-Délivrance par exemple, on a trouvé le moyen d'isoler les cités du voisinage inesthétique des corons ou des usines en ménageant à l'entour des vergers ou des pépinières qui leur feront en grandissant comme un rideau protecteur". [45]

Fortins et procédures de la réforme nationale.

A l'occasion de l'inauguration, le 6 avril 1924, de la salle de réunion de la cité de Lille-la-Délivrance, Raoul Dautry propose:

"Si la Compagnie du Nord s'est momentanément endettée pour construire ces 40 forts que sont les

Cités-Jardins, ces 11 000 abris blindés que constituent les maisons, c'est au profit du pays". [46]

L'emploi d'une rhétorique de la métaphore militaire pour décrire le réseau d'édifices bâtis entre 1919 et 1923 est le mode d'une implication du national.

"La France a eu deux ennemis. L'un qui nous a tous meurtris et qui frappant depuis des siècles aux portes de l'Est sans avoir pu les abattre, nous a coûté 90 000 hommes en 1870, 1 500 000 morts et 800 000 mutilés de 1914 à 1918. L'autre qui ne vous a pas personnellement atteint. Depuis vingt ans, vous lui avez permis de sortir des bastions qu'il possédait dans vos villages et des redoutes qu'il tenait dans vos vieilles villes et dans vos faubourgs modernes, et vous l'avez laissé étendre ses camps immenses dits "lotissements" dans les banlieues les plus belles. Cet ennemi, c'est le Taudis". [47]

Raoul Dautry veut susciter de la nation française une prise de conscience de ses ennemis véritables; Ce seul acte devant en lui-même préparer le champ d'une mobilisation collective des forces de la nation.

Il décrète la mobilisation contre le Taudis qui "tue annuellement autant de français que 6 Alle-

magnes pourraient en tuer".

Cette conception du redressement collectif se définit comme le mode d'une prorogation de l'état de guerre, seul temps reconnu où la société française peut se dépasser dans l'inquiétude d'une agression. Il y a un minimum technique des différences entre temps de guerre et temps de paix.

L'objet cité-jardin trouve sens par insertion dans un combat qui le dépasse, où il est redoute et exemple.

La prorogation du discours militaire par delà l'armistice signale la nécessité d'une continuité de l'ennemi et ouvre le questionnement de ses natures possibles. L'ennemi est multiforme et diffus. Il est celui qui menace de ruine la Cité, de maladie la Famille. Il est cet individu, qui par son isolement compromet les modes de la vie communautaire. Ce danger, qui guette l'homme, de son "ignorance" et de sa "négligence", ce risque, qu'encourt la cité, de sa "stérilité", se proposent une définition de crise de la sphère générale du social. Dans ce système par lequel le chef ferraille l'inquiétude du corps collectifs, l'ingénieur Raoul Dautry bâtit un nouvel ordre d'intervention en dressant les segments opéra-

tionnels d'une vigilance technique. Il capte l'angoisse qu'il suscite en offrant le refuge de disciplines opératoires définies par leur confrontation à des ennemis sérialisés sur lesquels se cristalliseront les nouveaux programmes opératoires : de la généralité du taudis, à ces outils du risque technique que sont le passage à niveau et l'aiguillage.

Lorsque le 30 octobre 1933, Raoul Dautry rapporte en Conférence de Direction des Chemins de Fer de l'Etat sur le grave accident de Saint-Elier, il ne peut dresser une extension de l'efficacité du métier, hors "cette angoisse de la sécurité qui ne laisse jamais de repos même lorsque l'on a poussé en conscience jusqu'à la limite de son effort". C'est sous le harcèlement des menaces d'accident, qu'il peut énoncer les perspectives d'un renouvellement technique :

"La Traction (service de) doit reprendre l'étude systématique, attentive, des incidents survenus à ses locomotives, en tirer des conclusions, perfectionner les organes, améliorer les types de son parc, homogénéiser la qualité des unités du même type, aller plus avant dans l'observation des causes et des conséquences des incidents". [48]

Si, à partir de l'ennemi-accident se met en place un processus ouvert de renouvellement où les types d'objets techniques se définissent dans le risque continu de leur révision, de même, sur les ennemis des "hommes d'un grand pays", s'ouvre le calcul de la Cité-Jardin. Quel que soit son achèvement formel, la Cité-Jardin de Raoul Dautry entre dans une logique globale de programmation et de réalisation qui isole modèles et typologies dans la crise de leur constante réévaluation. Du point de vue de ses programmeurs, la Cité-Jardin définit ses composants dans l'enchaînement ouvert de ses possibilités d'évolution. L'autonomie relative des édifices, la retenue des densités, la succession des bâtiments dans la linéarité homogène d'un réseau de voies organisé en systèmes a-centrés, l'absence de hiérarchies spatiales autres que celles des carrefours de voies; tout manifeste qu'il n'y a pas de saisie globale a priori de la Cité-Jardin, mais programmation fractionnée de procédures suffisantes. De fait la programmation architecturale et urbaine de la Cité oriente mais ne fige pas les modes d'une socialité future. Il n'y a pas d'état d'achèvement pas plus que de grandeur conforme.

La Cité-Jardin peut-elle être un modèle ?

Par delà sa nouvelle nature d'exemple, la Cité-Jardin ne peut être décrite comme image achevée d'un état terminal de la société à venir. La Cité-Jardin n'est pas une Cité Radieuse. Elle est l'étape stratifiée d'une procédure de production. Toutes les cités ont leur marge d'erreur ("lacunes", "défauts"). Dans la conscience générale d'une "bonne volonté", fait système l'ensemble des cités-jardins. Il y a proposition d'un modèle technique de résorption de la crise du logement, au-delà même de l'oeuvre de la Compagnie du Nord.

"Il a fallu peu de choses pour un grand résultat une décision heureuse du Ministère des Travaux Publics, la volonté des directeurs du Réseau, le dévouement des exécutants. Souhaitons ensemble que le branle soit donné et que d'autres réseaux, des compagnies minières, métallurgiques, des banques, des villes fassent plus et mieux que le Réseau du Nord et les Mines du Pas-de-Calais, car ils auront peut-être plus de ressources, certainement plus de temps, et en tout cas plus d'expérience et plus de connaissance. "

Raoul Dautry reconnaît une efficacité à tout groupement privé qui s'attèle à la question du logement. Ne distinguant pas l'oeuvre des Mines du Pas-de-Calais de celle du Réseau du Nord, il pose une généralité de l'efficacité des grands complexes nationaux privés. Etabli sur sa productivité passée, le modèle Cité-Jardin se déroule dans l'imprécision relative du vocable (ville nouvelle, village-Jardin..) et la diversité des exemples. Il ne débouche jamais sur une utopie réglée ou une définition autonome. Le modèle qu'à partir de 1923, Raoul Dautry s'efforce de médiatiser et promouvoir n'est pas spatial, plutôt l'alliance d'une efficacité technique et des nouvelles valeurs communautaires. Ce secteur social dont on repère l'émergence et le potentiel de rénovation du pays, trouve son sens dans un secteur privé fort de sa productivité.

En 1924, l'Office Public des habitations à Bon Marché de la Seine rassemble les expériences patronales du logement dans une vaste confrontation des connaissances. [59]

Les considérant assez justement dans leur généralité de "formule d'aménagement de la Cité-Jardin", il les clôture, en ne débouchant jamais sur une appréciation de la radicalité de leur compétence construc-

tive. La proposition d'une grande durée de l'efficacité H.B.M. passe par l'énoncé d'une mort de la cité patronale. L'affirmation d'un inéluctable du secteur public suppose en 1924 de recouvrir les seules expériences efficaces de l'immédiat après-guerre. Il n'y a pas reconnaissance possible d'une autonomie de la gestion de l'ingénieur dans un espace industriel privé : il n'y a pas même reconnaissance de la performance technique. L'action matérielle de Raoul Dautry ne peut prétendre, de son propre point de vue, dépasser la quête résurgente du projet utopique de la réforme sociale, que peut matérialiser, à cette époque, sur la question urbaine, Henri Sellier [50]. Un avenir moderne de Raoul Dautry pourrait se repérer dans la retenue laborieuse de son propos quant à la consistance de son efficacité sociale et technique. Il y a dilution des héros du travail.

2.3 -LES FRONTALITES TECHNIQUES DU SOCIAL

D'abord, il y a une efficacité des transports. La logique du réseau, ses exigences techniques, l'optimum de la performance (quantité, densité, vitesse) constituent pour l'ingénieur la mesure définitive de son utilité. Au départ, c'est une rationalité de flux.

Dans ce territoire absolument polarisé par les efficacités professionnelles, vont prendre corps et se distribuer les thématiques sociales de la ponctualité technique. C'est parce qu'il est cette partie nécessaire à la machine, que l'homme est abordé. Un versant social de la vie prend réalité dans l'interface du conducteur et de sa locomotive. Non seulement, il doit se reconstituer (dormir, manger, procréer...) mais il doit tenir un processus de production qui l'enchaîne vers ces questions de la maîtrise de la vitesse, de la lucidité immédiate. Les cheminots sont les hommes d'une responsabilité : le Fer les met en demeure de porter, dans une compétition avec la Route, la modernisation de la société. L'état moderne de l'homme-ouvrier, segmenté dans ses responsabilités industrielles spécialisées, suppose la sérénité radicale du citoyen, de l'habitant ancré

dans une quotidienneté de sa délégation des problèmes matériels. La maison, la famille gère la capacité de la performance technique.

Sur quoi débouche la répétition à l'infini de la question individuelle du logement ?

- Sur une communauté de fait, dans sa localisation contingente des opportunités foncières et des nécessités du transport (de 1 aux 1326 logements de Tergnier). La véhémence de ces propos ultérieurs par lesquels Raoul Dautry s'attache à convaincre et guider les habitants-cheminots vers des valeurs organiques de regroupement, valide l'hypothèse de son attente d'une efficacité en retour pour le réseau: une communauté équilibrée d'initiatives individuelles est modèle d'un bon état de cette communauté harmonieuse du travail ou l'exercice des initiatives vient parfaire le commandement.

La Cité-Jardin, du foyer au travail, est matrice de la diffusion d'une efficacité privée. La série des équipements ne constitue pas le lien social, ne se fonde pas dans une programmation hiérarchisée du lieu. Elle est ouverte et inachevée, et comme telle soumise à additions et corrections. L'utilité pour le réseau de ce domaine de la socialité privée passe par sa distinction de ce dernier. Des Cités,

vers le travail souffle l'air pur d'une société d'égaux: tandis que, du travail, peut prendre naissance l'initiative sociale des individus.

On propose que, cette question du logement, circonstanciellement gérée dans la pénurie radicale de 1918 en vassale de la question industrielle, puise sa force de relais social moderne dans sa confrontation maintenue à cette exactitude technique qui lui est origine.

- [1] Pour tout ce qui concerne la vie et l'oeuvre de Lyautey, voir les travaux d'André Le Révérend.
- "Lyautey écrivain", Paris, Ed. Orphys, 1976
- "Un Lyautey inconnu" correspondance et journal inédits, 1874-1934, Paris, Perrin, 1979.
- [2] Jules Charles-Roux: (1841-1918), armateur marseillais, député en 1889, président de la Compagnie Transatlantique, vice-président de la Compagnie du Canal de Suez, président de l'Union Coloniale: il eut sur la carrière de Lyautey une influence décisive en le représentant à Charles Jonnart en 1903, alors qu'il voulait quitter l'armée.
- [3] Edouard Aynard: (1837 - 1913), industriel, président de la Chambre de Commerce de Lyon, député de 1889 à 1913.
- [4] Charles Jonnart: (1857-1927), député, ministre des Travaux Publics dans le cabinet Casimir-Perrier (décembre 1893 - mai 1894), il découvre Lyautey en 1903 et le fait nommer dans le Sud-Oranais pour conduire une politique de pacification.
- [4] Paul Deschanel: (1855-1922), député en 1885, président de la Chambre en 1898, puis en 1912: il fut élu président de la République en janvier 1920 et démissionnaire pour maladie en septembre de la même année.
- [5] Henry Bérenger: (1867-1952), président de l'Association des Etudiants, ambassadeur, sénateur dans les années 1926 négociateur en cette année de la dette française. Il se lie d'amitié avec Lyautey dès 1891.

- [6] Paul Desjardins: (1859-1940), professeur de lettres au collège Stanislas en 1891, passionné d'action sociale et morale, s'illustre en publiant des articles sur le devoir social. Le 11 Janvier 1892 il fonde l'Union pour l'action morale qui devient en 1905, l'Union pour la vérité. En 1910, il crée les Décades de Pontigny qui réuniront dans l'ancienne abbaye jusqu'en 1939, l'élite des écrivains français et étrangers.
- [7] Max et André Lazard: Le premier (1875-1953) se consacre à l'étude des questions ouvrières licencié ès-lettres, docteur en droit, il se voue à la lutte contre le chômage. Avec son frère André, il voyage à travers le monde et retrouve Lyautey à Hanoï en 1895. Banquier, André qui correspond avec Lyautey apportera son concours dans le financement privé de la modernisation du Maroc.
- [8] Max Leclerc: (1864-1932) écrivain, gendre d'Armand Colin, il fait la connaissance de Lyautey en 1891, chez le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé. Il est un des correspondants les plus importants de Lyautey. Editeur de Lyautey dans les années 1920, il est lui-même auteur en 1927 d'un ouvrage sur ce colonisateur.
- [9] Pasteur Charles Wagner : (1852-1918), écrivain et moraliste, auteur de "jeunesse" (1892), il participe avec le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé au mouvement spiritualiste néo-chrétien et sera plus tard l'artisan de la réunification des églises protestantes.

- [10] Le Comte Albert de Mun: (1841-1914), fervent catholique se consacre après 1871 à l'Oeuvre des cercles Catholiques d'ouvriers. Démissionnaire de l'armée en 1875, il est élu député de Pontivy et réélu jusqu'à sa mort. Monarchiste fervent ce n'est qu'à contre-cœur qu'il se rallie à la République. Dès ses plus jeunes années, Lyautey est son disciple.
- [11] Le marquis René de La Tour du Pin: (1834-1924), colonel de cavalerie, démissionnaire après 1871, il se voue à l'oeuvre des Cercles Catholiques d'ouvriers. Disciple de Le Play, il oriente l'oeuvre vers le corporatisme, fondé sur "l'ordre social chrétien". Monarchiste intransigent, il refuse de se rallier en 1890.
- [12] Le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé: (1848-1910), écrivain, romancier, il exerce une grande influence sur Lyautey à partir de 1887. Il l'introduit dans le milieu intellectuel et libéral parisien. Il est à l'origine de la publication par Lyautey de son article sur le "Rôle social de l'officier".
- [13] Ernest Lavisse: (1842-1922), normalien, il enseigne d'abord l'histoire au lycée Henri-IV, puis devient professeur en Sorbonne (1888) et Directeur de l'Ecole Normale Supérieure (1904). Membre de l'Académie Française (1893), son audience dépasse le cadre de l'université. En 1896, il est l'un des rédacteurs de la loi Poincaré qui réforme l'enseignement supérieur. Nationaliste, il n'en reste pas moins attaché à l'idéal républicain. A partir de 1890, il dirige la reconstitution du passé national à travers la rédaction d'une histoire de France depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à la grande-Guerre.

- [14] Né à Montluçon, Raoul Dautry orphelin élevé par son oncle et sa tante, fit ses études secondaires au Lycée Gay-Lussac de Limoges à partir de 1892. En 1899, il entreprend Mathématiques Spéciales au Lycée de Poitiers.
- [15] Entré à Polytechnique en 1900, il en sort trois années plus tard avec un rang de classement moyen.
- [16] Interview de Monsieur Jacques Lucius, le 28 décembre 1984.
- [17] Gustave Umbdenstock: Architecte, répétiteur à l'école Polytechnique. Il caractérise l'ambition d'une rigueur classique dans l'ère industrielle, réfutant l'objectivité d'une architecture fondamentaliste.
- [18] Archives Nationales, 307 AP 15, lettre de Raoul Dautry au Directeur de la revue Bravo.
- [19] A.N. 307 AP 15, "Ce que je pense des Jeunes". Conférence du 14 décembre 1934.
- [20] Ibidem
- [21] Du nom de son créateur Hubert, militaire de carrière, l'Hébertisme est une méthode d'éducation physique axée sur les exercices purement naturels. Adeptes de cette méthode depuis sa jeunesse, Raoul Dautry étend cette pratique sportive à l'ensemble de ses Cités-Jardins.
- [22] A.N. 307 AP 13, "Culture et technique", article publié dans le Manuel Général de l'Instruction Primaire, le 30 septembre 1933.

- [23] Ibidem
- [24] "Ce que je pense des Jeunes", op. cit.
- [25] Ibidem.
- [26] Ibidem.
- [27] Ibidem.
- [28] A.N. 307 AP 6 "Causerie de la Chapelle", le 3 octobre 1921.
- [29] Après l'échec de l'offensive allemande de mars 1918 et en perspective de la contre-offensive du mois de juillet, Raoul Dautry s'emploie à remettre en état les lignes ferrées stratégiques derrière l'ennemi qui bat en retraite. Alors que le génie militaire réclamait un an et demi pour ce travail, il réalise en un laps de temps record, la ligne Feuquières-Ponthoile demeurée célèbre sous le nom de "voie des Cents-Jours". Le 18 août 1918, il reçoit de Clémenceau la Légion d'Honneur.
- [30] AN 307 AP 6. Causerie de la Chapelle, Op. Cit.
- [31] A.N. 307 AP 6, Conférence faite à la "Renaissance des Cités", le 6 juin 1921.
- [32] A.N. 307 AP 6 "Les Cités-Jardins du Chemin de Fer du Nord", communication faite à la Société de Médecine Publique et de Génie Sanitaire, le 22 mars 1922.
- [33] Dès la fin du XIX^e s. la Compagnie des Chemins de fer du Nord avait développé une politique de logement au profit de ses agents.

- [34] "Les Cités-Jardins du Chemin de fer du Nord",
op. Cit.
- [35] Conférence faite à la "Renaissance des Cités",
op. cit.
- [36] "Les Cités-Jardins du Chemin de fer du Nord",
op. cit.
- [37] Ibidem.
- [38] "Causeries de la Chapelle", op. cit.
- [39] Ibidem.
- [40] John Ruskin (1818-1900) Critique d'art et
philosophe, il consacre de nombreux ouvrages
à l'architecture dans lesquels il dénonce les
carences architecturales et urbaines de la
société victorienne.
- [41] Léandre Vaillat: Journaliste au temps et à
l'illustration, envoyé par Lyautey en mission
d'urbanisme au Maroc. Il développe tout au
long de sa vie une philosophie historique de
l'architecture et de l'urbanisme.
- [42] Conférence à la "Renaissance des cités",
op. cit.
- [43] Louis Süe: Un des grands architectes de l'E-
cole de Paris, peintre et décorateur - Remar-
qué pour sa participation à la décoration
intérieure du paquebot Normandie.
- [44] Conférence à la Renaissance des Cités", op.
Cit.

- [45] René Chavance: "Les cités-Jardins de la Compagnie du Nord". Art et Décoration, octobre 1922.
- [46] A.N. 307 AP 7, allocution prononcée à l'inauguration de la salle de réunion de la Cité de Lille-Délivrance, 6 avril 1924.
- [47] "La lutte contre le Taudis", conférence prononcée en juillet 1925 à la Ligue contre le Taudis. Métier d'homme, Paris, Ed. Plon, 1937.
- [48] "Lendemain d'accident", 28 octobre 1933, in Métier d'homme.
- [49] Archives privées: "L'oeuvre de construction des Sociétés Industrielles en France, mars 1924.
- [50] Henri Sellier (1883-1943) ancien maire de Suresne, (1919-1941), Administrateur-délégué de l'Office Départemental de la Seine des Habitations à Bon Marché (1915-1939)
- [51] André Le Révérend: "Un Lyautey inconnu", op. cit. p. 346

Robert Garric: (1891-1967), normalien, agrégé de lettres, il fonde en 1920 les Equipes Sociales, mouvement éducatif qui a pour objectif de prolonger la solidarité née des tranchées. Il est l'ami commun de Lyautey et de Raoul Dautry. Auteur en 1935 d'un "Message de Lyautey", il rejoint en 1939 ce dernier au Ministère de l'Armement. Sous l'Occupation, il prend la tête du Secours National.

- [52] Un exemple : les Cités-Jardins du Nord".
Résumé de conférences in Métier d'homme.
- [53] Ibidem.
- [54] Allocution prononcée à l'inauguration de la
salle de réunion de la cité de Lille-Délivrance,
op. cit.
- [55] "Causerie de la Chapelle", op. cit.
- [56] Ibidem.
- [57] Allocution prononcée à l'inauguration de la
salle de réunion de la Cité de Lille-Délivrance,
op. cit.

3 - LES PROCEDURES DU MODERNE

UNE MISE EN CRISE DES ARCHITECTURES

Pratiquant certaines des ruptures essentielles de la construction moderne, Raoul Dautry doute des possibilités même d'atteindre une qualité d'oeuvre pour une production par définition toujours inachevée. La simple possibilité du regard des architectes et urbanistes fait trembler la généralisation de sa procédure, elle l'amène à devancer la critique par la démonstration des carences et des erreurs.

En cet instant de l'ouverture des années 1920, ce temps de l'émergence au grand jour de l'architecture moderne classique de l'Esprit Nouveau..

Raoul Dautry apparaît ne pas avoir pénétré ce débat du moment. La procédure de réalisation des Cités-Jardins du Nord, formalise le parallélisme des oeuvres limites "sans qualité" de Umbdenstock, Louis Suë, Sauvage, Ernest Bertrand ... Cette dilution de l'architecture dans la programmation, cette négligence relative de l'objet architectural dans l'exactitude de l'efficacité productive, ne pouvait être revendiquée, dans les années 1920, comme modernité d'architecture. Le primat moderne de l'architecture selon Le Corbusier postule l'antériorité,

la possibilité globalité maintenue de l'oeuvre ; la modernité concomitante du travail des Cités-Jardins du Nord, réside dans la saisie procédurière de thématiques architecturales fragmentées. Cet ingénieur fasciné par l'architecte qui se sent coupable de ne pas l'être, ne pourra en traiter publiquement avant la fin des années 1920. Et, en contraste de la profusion par ailleurs des nouvelles formes emblématiques du bâti, ce qui s'édifie au Réseau du Nord, peut effectivement, dans l'immédiat, être lu dans l'archaïsme de ses emprunts. Si l'on peut aujourd'hui dresser la radicalité expérimentale d'un fractionnement programmatique, si l'on peut évoquer sa possible systématisation esthétique, on constate que Raoul Dautry ne peut, en 1920, se réclamer de sa mise en crise des architectures. Il faut attendre les années 1930 pour que, devenu Directeur des Chemins de fer de l'Etat, il puisse proposer, avec Henri Pacon et Urbain Cassan notamment, sur la procédure divisée des enchaînements d'objets, la démarche unifiante d'une expérience française du design du produit ferroviaire.

L'expérience des Cités-Jardins du Nord, nous ouvre un de ces fronts divisés du moderne, qui travaillent concurrentiellement une société de l'après-

querre dans l'impossibilité d'une sélection de ces dynamiques.

L'exposition de 1937

Dans un texte pour "Lecture pour tous", où il présente l'Exposition de 1937 qui doit prochainement ouvrir, Raoul Dautry exprime le regret d'un éphémère de cette exposition. Il regrette que "l'éclat" ne soit pas utilisé pour une transformation urbaine nécessaire de la ville et une oeuvre d'architecture. "Par l'Exposition de 1937, la France renoue une tradition déjà séculaire. Sans doute peut-on regretter, que contrairement à quelques-unes de ces années, celle-ci ne doive laisser que peu de trace durable. Dispersée et éphémère, elle ne laissera subsister, témoignage définitif de son éclat, ni une bâtisse de l'importance du Grand Palais, ni une création aussi originale que la Tour Eiffel, ni une oeuvre d'urbanisme aussi ample que le pont Alexandre III et la percée à laquelle il a donné lieu.

Les deux présentations (L'Architecture d'Aujourd'hui août 1936, et L'Architecture, 15 Novembre 1936) de l'oeuvre collective - d'architecture au design - de la ligne de chemin de fer électrifié Montparnasse-Le Mans, mettent explicitement en relation celle-

ci avec l'Exposition à venir. Raoul Dautry marque sa réticence pour une Exposition repliant et confrontant en un lieu détériorialisé un ensemble de techniques atomisées. Il n'y a pas pour lui autonomie possible des techniques de la transformation sociale et économique. Il n'y a pas saisie pertinente de la technique hors de sa mise en oeuvre concrète. C'est à partir de son application qu'une procédure prend réalité et sens, c'est dans son extension que se trouve l'ordre de sa description possible. Raoul Dautry est bien un homme du métier, et des techniques appliquées.

De même qu'en 1945, la question technique de "l'interdépendance du monde moderne" apparaît comme mode laïque de renouveler cette traditionnelle mission mondiale pour la France d'une centralité culturelle, le transport, la capacité technique de concrètement rassembler les peuples, serait proposé, en 1937, comme alternative pertinente à la montée des exclusivismes politiques nationaux du nazisme et du stalinisme. Le transport des peuples jouerait le dépassement de ces divisions qu'exacerbent les rationalismes : ouvrant, par ce mouvement solennel, pour une génération **"une stabilisation à ses travaux et un dénouement à ses peines"**. Il y a renversement des prémices. L'Exposition est la station

terminale d'une aventure de communication. Elle n'a de fond et de forme nécessaire que celle de la cohabitation. Elle est l'ouverture d'une gigantesque armature d'équipements, d'un réseau d'oeuvres qui l'entourent, la permettent et sont de fait sa meilleure raison: **les ouvrages d'art, les barrages, les usines électriques, les sous-stations, les gares ferroviaires, routières, maritimes, aériennes**". Le réseau est une rationalité en soi ; il est l'ordonnement territorial actuel.

En proposant qu'il soit de ce fait le porteur du lien social, le véhicule de la culture, Raoul Dautry propose la réouverture d'une question de l'architecture et de la ville. La gare est immédiatement ce lieu sur lequel se réordonne la question urbaine ("**la grande gare pose les plus importantes questions d'urbanisme**"). Elle est le "**vestibule**" de la région. De fait, elle supplée aux désagréations culturelles historiques des centralités urbaines. Une impérieuse nécessité symbolique et sociale de l'architecture s'extrait de l'identification de la capacité de transport du rail en "**immense pouvoir de diffusion et de suggestion sur les foules**".

La gare, dans ses différentes échelles, est le lieu fonctionnel de la rencontre. De même que la

France "attend que le concours de tous les peuples sur son sol lui redonne son clair visage amical et ouvert", l'architecture pourra se retrouver sur sa réponse correcte à la centralité sociale rénovée de la gare. L'originalité de la pensée de Raoul Dautry est de poser en prémice, une faute originelle des ingénieurs.

"... Ils n'ont crée que laideur et médiocrité. La partie la moins périssable de l'oeuvre des hommes, c'est-à-dire l'ouvrage, qu'ils laissent sur le sol, n'honore pas les ingénieurs qui ont été les maîtres d'oeuvre ferroviaire". Raoul Dautry apparaît ainsi s'écarter radicalement de ce commentaire hagiographique qui justifie l'architecture moderne en identifiant dans la malfaisante production générale du XIX^e siècle une faute singulière des architectes. Il n'en propose pas pour autant un renversement méthodique. C'est bien comme détenteurs de la réalité de la maîtrise d'oeuvre que les ingénieurs sont responsables. C'est en tant que tels, qu'ils doivent s'employer à "effacer" le mal causé par leurs prédécesseurs. C'est parce qu'il ne remet pas en cause la continuité de l'ingénieur que Raoul Dautry peut mettre celui-ci en demeure d'affronter ses responsabilités ; ce n'est qu'à partir de l'affir-

mation de cette nécessité générale de l'ingénieur que Dautry peut émettre le postulat d'une intervention logique du métier d'architecte.

Mais si l'architecte est axiomatisé vassal de la grande procédure industrielle guidée par l'ingénieur, il n'est pas pour autant intégré dans le système hiérarchique de cette dernière. On a pu s'étonner de la non-intégration à la Libération de la corporation des architectes dans les structures de l'Etat, on a souvent mis en avant l'hypothèse des réticences d'un groupe social attaché à ses indépendances, il paraît que cette question doit aussi être saisie dans la longue durée du questionnement expérimental de ce ministre qui ouvre l'histoire du M.R.U.. A la Libération Raoul Dautry apparaît surtout prôner sa théorie d'une efficacité duale reposant sur l'association d'une logique industrielle publique guidée par l'ingénieur et d'une disposition harmonieuse privée orientée par l'architecte. Le basculement direct **d'un mépris incroyable des valeurs esthétique et spirituelles** en **"soumission excessive aux principes du libéralisme et de la concurrence"** n'ouvre pas pour autant, chez Raoul Dautry, la perspective d'un idéal de gestion étatique exclusive du pays.

Il y a d'une part chez lui la reconnaissance d'une

primauté moderne de la question de l'information l'information qui passe par la diversité des sources, information qui ne se suffit pas des pyramides hiérarchiques unitaires de l'appareil d'Etat. Il y a plus largement la perception de la longue durée de la crise de l'Etat et des services publics et de la nécessité des hétérotopies du privé; il y a le positionnement répétitif et continu en quelque sorte rituel, de l'architecte, entre l'encadrement de la structure d'Etat et l'hypothèse de sa nécessaire échappée: Si **"l'ingénieur moderne"** doit tenter un réveil certes **"irréparablement tardif"**, sa malédiction est de ne pouvoir prétendre agir sous la directe impulsion d'une structure qui depuis trois générations a produit l'enlaidissement de la France. A l'Ingénieur moderne, l'Art moderne offrirait l'éventail de ses **"surfaces lisses, ses proportions harmonieuses et simples, ses matériaux variés et souples"**, pour tout dire de son **"unité"**. Eclairé en retour, la corporation des ingénieurs pourra alors offrir à la corporation des artistes de collaborer à la solution des grands problèmes industriels. L'ingénieur moderne est cet animateur et commanditaire avisé qui seul peut intégrer et donc restituer à l'architecte une opérationnalité de l'art moderne.

EVOLUTION OU MORT DE L'ORNEMENT

Art et décoration

Mai 1933

1^o - Pourquoi l'art a-t-il évolué, depuis plusieurs années vers la simplification ?

Je pense qu'il faut se retourner vers l'époque où cette évolution a pris naissance pour comprendre comment cette "réaction austère" était nécessaire et la seule atmosphère respirable pour les artistes sincères.

A partir du milieu du XIX^o siècle, et après neuf siècles de création heureuse et continue, les architectes et les décorateurs saturés d'Académisme ne savent plus alors, à de rares exceptions près, en face du renouvellement des moeurs et des techniques qui marque le siècle, que répéter, avec confusion et surcharge, des éléments architecturaux et décoratifs dont le contenu et la signification leur sont devenus absolument étrangers.

Fatigue après un long effort créateur ? Lenteur fatale de l'adaptation aux transformations du Monde.

Sans doute les deux. Toutes les facilités nouvelles que la technique apporte à l'homme pour agir sur la matière, ont pour effet, non pas de renouveler l'art mais d'introduire une déplorable facilité. On moule en forme de colonnes doriques les pilastres en fonte des halles; on camoufle en pierre de taille des voûtes impossibles en pierres, mais qu'une armature cachée en ciment armé soutient; on habille d'éléments et d'ordres classiques des bâtiments en fer. Le sens du matériau et de ses caractères, qui dictent les conditions de son emploi, a disparu alors. L'architecte plaque des ornements sans signification sur des bâtiments dont les données constructives et souvent les matériaux eux-mêmes sont totalement étrangers à ceux qui composaient les édifices que ces décors ornaient logiquement aux grandes époques créatrices.

On conçoit qu'après cinquante ans de ce régime les jeunes architectes n'aient pu y tenir. Une réaction était nécessaire. Elle fut extrême. On découvrit à nouveau les fondements essentiels de l'architecture: le volume et les proportions. Leur prééminence fut affirmée en bannissant le décor et la couleur. S'ajoutant à cette cause les difficultés économiques, l'influence aussi de la beauté qui se dégage de certaines machines devaient accuser encore la volonté de

simplification de l'architecture nouvelle.

Telles sont je pense, certaines des principales raisons de cette évolution architecturale.

2^o - Le retour à l'ornement est-il possible ?

Je n'ai nulle inclination à prédire l'avenir. Cependant je serais étonné que cette tendance, jusqu'ici universelle, me semble-t-il, et qui a toujours poussé les bâtisseurs à passer du simple au complexe - et même au confus - et à décorer leurs édifices lorsqu'ils devenaient suffisamment maîtres de leur technique ne se manifeste pas une fois de plus, tant l'architecte renonce à ses moyens d'expression que sont la moulure, la couleur, la sculpture. Ce qui reste seulement capital, c'est que ses éléments secondaires ne prennent le pas sur l'essentiel : c'est-à-dire le volume, la proportion, l'exacte et rigoureuse adaptation de l'édifice à sa fonction sans lesquels tout n'est qu'épisode et vain pittoresque. Que ce recours à l'ornement soit plus discret aujourd'hui qu'à certaines époques passées, cela est fort possible et serait, je viens de le dire, l'effet des conditions économiques de notre temps et de cette mode de rationalisme et de rigueur, suscitée par l'importance de la place que prend dans notre vie la machine et les techniques scientifiques.

3 - Vous demandez si cette évolution de l'architecture se retrouvera dans la décoration et les appliqués ?

Il me semble que les causes de l'évolution architecturale sont suffisamment générales pour affecter cette présentation esthétique des instruments et des choses utiles à notre vie qui me paraît être l'objet même des "arts appliqués". C'est d'ailleurs celui de l'architecture: une maison, une gare, une usine n'étant que les instruments, les accessoires immobiles et nécessaires et notre existence, au même titre que les chaises, la vaisselle, les appareils d'éclairage, les sacs ou les bracelets des femmes.

4° - Je ne pense pas que l'ornement à lui seul caractérise un style national, bien que la généralisation de certains procédés de construction puisse faire croire à une unité architecturale future. Depuis la Renaissance en effet, et jusqu'à ces dernières années, les architectes occidentaux n'ont-ils pas tous puisé leurs motifs ornementaux aux mêmes sources ? On distingue, cependant, des styles nationaux. Un bâtiment n'est pas une abstraction. Il est déterminé par les conditions du milieu qui fixent pour l'architecte un ensemble de données que sa

tâche est précisément d'ordonner, de proportionner, d'équilibrer. C'est la perception de ces données fondamentales, sensibles sous l'ordonnance que leur donne l'architecture, qui constitue la vraie nationalité d'un style : choix du matériau, force et importance des percées, mode de couverture, toutes données impérieuses du milieu, des moeurs, du climat.

Sans doute, l'ornement portera l'empreinte de la nationalité de celui qui l'a conçu. Mais moins soumis aux nécessités fondamentales du milieu, qui sont imposées à l'architecte, peut-être le décor traduit-il moins profondément la nationalité d'un édifice, encore que la façon même dont il est employé et la manière dont il est traité soient très significatives des idées et des goûts d'un pays, précisément par le fait que, relativement plus libre dans sa création que l'architecte, le décorateur peut exprimer plus facilement le caractère, ou mieux le tempérament d'un peuple, sa raideur ou son exubérance, son goût ou son absence de goût.

Pour me résumer, je risquerai une remarque. Depuis un siècle, il me paraît que l'art de bâtir a éprouvé la singulière crise que voici. Il s'est divisé et peut-être assistons-nous aujourd'hui à un tour

à l'unité. Jusqu'au siècle dernier, en effet, un marché, un grenier public, une manufacture étaient construits par les mêmes hommes et avec les mêmes procédés que les maisons et les palais. Le développement des techniques nouvelles et l'industrialisation du Monde ont changé cela. Tandis que les architectes continuaient à bâtir avec des procédés anciens et en répétant stérilement des formules sans correspondance avec leur temps, tout l'élan créateur du siècle, tout ce qu'il avait de vivant et de fécond, développait les techniques nouvelles de l'art de bâtir et les appliquait. La séparation fut alors complète entre les architectes de nos maisons et les bâtisseurs de ponts et d'usines, de routes et de gares. Je pense que cette singulière séparation tend à disparaître. L'architecte a dû enfin accueillir les procédés et les matériaux nouveaux, les méthodes et les disciplines de l'industrie. Loin d'en être appauvrie, comme on l'a cru bizarrement, l'architecture en a été renouvelée et transformée : un vaste ensemble de problèmes à résoudre s'offre à elle. L'ingénieur et l'architecte définissent leurs rôles et commencent à comprendre qu'ils doivent collaborer sinon se fonder. L'art de bâtir retourne à l'unité .

BATIR : MISSION ROYALE

L'Architecture d'Aujourd'hui

Août 1936

C'est un fait constant dans l'histoire des arts de notre pays que les grandes collectivités en furent, de tous temps, les animateurs et les commanditaires. Ainsi en fut-il, au Moyen-Age, des grands ordres militaires et religieux, des communes et des corporations et, depuis la Renaissance jusqu'au premier Empire, de la Monarchie, de l'Eglise et des Villes.

Cette double fonction inspiratrice et mécennienne ne pouvait plus incomber, au XIX^e siècle, qu'à l'Etat, aux municipalités, aux services publics et aux grandes industries. Il est permis d'observer qu'elle a été médiocrement remplie.

Le sens de la grandeur par laquelle s'édifient les monuments durables a manqué, comme a manqué le sentiment qui sait humaniser un modeste bâtiment public et l'harmoniser aux maisons qu'il dessert et au paysage qui l'encadre. Les constructions de

la plus grande industrie, celle des transports en particulier, sont le témoignage le plus fréquent de notre manque de goût et de l'absence de tout style.

C'est hélas ! que nos chemins de fer sont nés à l'une des époques les plus basses de notre architecture. Alors que l'opportunité leur était offerte de jeter sur le pays un manteau de beauté comme l'avaient fait en d'autres temps l'Eglise, ils n'ont créé que laideur ou médiocrité. La partie la moins périssable de l'oeuvre des hommes, c'est-à-dire l'ouvrage qu'ils laissent sur le sol, n'honore pas les ingénieurs qui ont été les maîtres de l'oeuvre ferroviaire.

Mais un mal n'est jamais complètement irréparable. L'ingénieur moderne peut s'employer à effacer celui qui a été causé par ses prédécesseurs pendant deux ou trois générations. Les possibilités qui s'offrent maintenant à lui viennent de ce que beaucoup d'installations ne correspondent plus aux besoins actuels et que, d'autre part, l'art moderne a l'incontestable mérite de lui offrir, pour les rajeunir, ses surfaces lisses, ses proportions harmonieuses et simples, ses matériaux variés et souples, et pour tout dire son "unité".

Tout est UN dans une grande époque.

Dans une abbaye clunisienne, dans un corps de ferme Renaissance, dans un hôtel du XVII^e siècle, il y a unité de style dans les locaux utilitaires et les pièces d'habitation. Pareillement une gare ou un bureau de poste ne sauraient être de caractère différent dans les locaux de travail et les locaux de réception. Ce qu'a si bien compris et réalisé hier l'incomparable ingénieur-architecte Vauban doit être aujourd'hui compris par l'ingénieur et l'architecte dont l'association est rendue nécessaire par la complexité de la vie, de la science et de l'art modernes.

L'ingénieur doit concevoir ses installations en industriel qui connaît les besoins de son temps et pressent ceux du lendemain. L'architecte doit en réaliser les bâtiments en assemblant les surfaces et les volumes harmonieusement et en disposant les matériaux de telle façon qu'ils traduisent le goût et les sentiments de tous les temps. Intelligence dans l'étude, sentiment artistique dans la construction doivent être leur part commune et traduire l'intimité de leur cerveau et de leur coeur.

Le lecteur trouvera ici, sous la signature d'architectes autorisés, un splendide témoignage des possibi-

lités de collaborer que la corporation des ingénieurs, mieux avertis des règles éternelles qui doivent orienter les solutions des grands problèmes industriels, offre depuis quelques années à la corporation des artistes, et des réalisations qui en sont nées. Il y verra que bientôt nous n'aurons plus à rougir de confusion devant ce qui se fait à l'étranger.

Partout, ingénieurs et architectes s'efforcent ensemble, non plus d'enlaidir le paysage, comme pendant longtemps et avec trop de raison on a pu les en accuser, mais d'y introduire un élément de beauté simple et noble. De grandes gares ont été édifiées qui ne le cèdent en rien, pour la logique et l'agrément des aménagements matériels ni pour l'harmonie de leurs lignes, aux plus célèbres gares étrangères. De petites gares épousent le terroir sans en accuser l'archaïsme ou pasticher les monuments locaux. Ouvrages d'art, architecture, sculptures et peintures décoratives, mobilier, luminaire, matériel roulant sont maintenant à l'honneur commun des ingénieurs et architectes français, et je me plais à espérer qu'en particulier, dans quelques mois, 200 kilomètres de chemins de fer électrifiés entre la gare de Paris-Montparnasse et la gare du Mans porteront un massif témoignage de ce réveil artis-

tique devant les étrangers qui viendront visiter l'Exposition de 1937 : "Art et Technique".

Je remercie "L'Architecture d'Aujourd'hui" de nous offrir un document qui soit le témoin de l'effort de l'intelligence, de la science et du goût des industries de transports. Je la remercie d'avoir donné à un ingénieur l'occasion de féliciter les architectes et de dire que grâce à l'étroite collaboration des techniciens et des artistes, les ouvrages d'art, les barrages, les usines électriques, les sous-stations, les gares ferroviaires, routières, maritimes, aériennes sont devenus, depuis quelques années, une référence. L'architecture publique française a enfin retrouvé un éclat depuis trop longtemps perdu.

ARCHITECTURE ET CHEMIN DE FER

L'Architecture

15 novembre 1936

La construction du réseau de chemin de fer français se place tout entière entre 1840 et 1914. L'industrie et les agglomérations industrielles se sont créées et développées à peu près dans le même temps. En trois quarts de siècle, des capitaux immenses ont été ainsi investis dans d'innombrables constructions et le visage de la France a complètement changé. S'il ne s'est pas embelli, hélas, c'est que cette époque est précisément celle dont notre histoire artistique ne peut, des points de vue de l'urbanisme et de l'architecture, tirer le moindre éclat. Alors qu'en tous les autres temps la France avait su concevoir les programmes et trouver les formes architecturales appropriés à ses besoins religieux, militaires, civils, économiques, privés, une soumission excessive aux principes du libéralisme et de la concurrence et un mépris incroyable des valeurs esthétiques et spirituelles l'ont amenée à laisser les villes et les faubourgs industriels s'édifier en désordre,

les installations des usines et des chemins de fer se créer dans la médiocrité et la laideur.

Soit qu'environ en l'an 1000 l'Eglise ait tissé et cousu la fameuse "blanche robe d'églises et d'abbaye"; soit qu'ensuite la royauté ait édifié des places fortifiées, des arsenaux, des ponts, des palais; les communes, des hôtels de ville, des places monumentales, des fontaines; la noblesse, des châteaux et des hôtels; le paysan et l'artisan des maisons, des fermes, des moulins, la France n'avait cessé, pendant des siècles, de bâtir, dans une ordonnance magnifique, avec une claire intelligence, un goût sûr, un sens profond de la dignité humaine. Toutes les générations ont laissé à celles qui les suivaient des beautés qui auraient le privilège d'être éternelles si notre piété était attentive à en assurer la conservation, si notre vandalisme n'en détruisait la perfection, si la loi veillait au respect qui leur est dû aussi à nos paysages et à nos sites.

Au contraire, pendant ces soixante-quinze ans, l'édile, l'administrateur, l'industriel, l'ingénieur, l'architecte et l'entrepreneur, ont enlaidi à l'envie la France et il a fallu attendre l'après-guerre pour que, à l'exemple de l'Amérique, de l'Allemagne, de la Hollande, de la Suède, les idées de conve-

nance, de beauté, de grandeur, puissent retrouver chez nous quelque vie. Vie fragile qui est encore chaque jour menacée par l'ignorance et la sottise de ceux qui vont répétant que faire beau est inutile et plus coûteux que faire laid, qu'être négligé est plus économique qu'être bien tenu, mais qui se manifeste déjà dans tous les domaines.

En matière ferroviaire, ce réveil est irréparablement tardif comme en témoignent les gares, les maisons de garde, les ouvrages d'art... Est-il inutile ? Je ne le crois pas, parce que je suis convaincu qu'un effort n'est jamais inutile et parce que je suis certain que, dans une économie "mobilisée" de plus en plus par le paquebot, le rail, l'auto, et l'avion, le chemin de fer gardera longtemps encore la première place.

Malgré la paralysie des échanges économiques et malgré les concurrences, les chemins de fer français transportent encore annuellement 576 millions de voyageurs et 29 milliards de tonnes-kilométriques. Ils font encore annuellement des centaines de millions de travaux pour rajeunir leurs installations supprimer les passages à niveau, faire face aux pointes de trafic, améliorer leur vitesse; ils commandent des centaines de millions de voitures, d'auto-

rails, de matériel de signalisation pour augmenter le confort et la sécurité. Pour toutes ces raisons la naissance d'une architecture ferroviaire est un événement heureux qui, du fait que le rail a un immense pouvoir de diffusion et de suggestion sur les foules, est gros de conséquences.

De tous les problèmes qui sont posés aux chemins de fer je n'en citerai que quelques-uns :

Celui de la grande gare, origine des transports à longue distance, centre de vie intense qui doit abriter un nombre considérable de services et de commerces à la disposition du public. Par la nécessité qu'elle implique de relations directes avec tous les autres moyens de communication, la grande gare pose les plus importantes questions "d'urbanisme" et par les conséquences qu'elle entraîne quant à la prospérité ou à la ruine d'un très grand nombre d'activités, elle est essentiellement un organisme "créateur et coordinateur".

Celui de la gare de transit et celui de la gare de banlieue, qui ne font guère qu'assurer les circulations enchevêtrées d'un très grand nombre de voyageurs en un temps restreint et sont du domaine de la "mécanique des foules".

Celui des gares placées au seuil des villes d'art ou des régions de tourisme, dont elles constituent en quelque sorte le vestibule et qui doivent présenter les caractères essentiels des régions qu'elles desservent et offrir une première oeuvre caractéristique de l'architecture régionale.

Toute la série des problèmes industriels : bureaux, cabines d'aiguilles, ateliers, magasins, usines et sous-stations électriques, ponts.

Toute celle encore des problèmes qui se posent à la cité car si, trop généralement, l'industrie ne conçoit l'existence de son personnel que dans la limite étroite du temps passé au travail, les réseaux heureusement sont amenés à s'intéresser à la vie privée de leurs agents, à établir des maisons de garde, de corps de garde où les "roulants" doivent trouver des réfectoires, des installations sanitaires, des chambres, des dispensaires médicaux, des écoles d'apprentissage, des cercles, des groupes collectifs d'habitation, des cités-jardins, des jardins ouvriers, des stades, des piscines, des colonies de vacances, etc.

J'ajoute enfin que le rôle de l'architecte dans un réseau ne doit pas s'arrêter à l'étude des bâti-

ments mais s'étendre aux recherches sur les formes extérieures des machines, des voitures, des autorails et à l'aménagement intérieur des locaux et des véhicules offerts au public.

Pour tout dire je crois sincèrement qu'un réseau ne peut s'enfermer dans les limites de la simple activité industrielle et économique mais doit nécessairement participer, dans la plus large mesure, à la vie sociale, urbanistique et artistique, c'est-à-dire aux productions vivantes de son pays et de son époque.

Le réseau de l'Etat qui s'étend sur vingt-deux départements, a édifié une gare tous les 5 km 500 et un passage à niveau tous les kilomètres; qui, au long de plus de 9 000 kilomètres de lignes, fait circuler 3 000 locomotives et 5 000 voitures de voyageurs; qui occupe enfin 70 000 agents, souhaite que les études illustrées qui suivent témoignent du souci que ses ingénieurs et ses architectes ont de leur devoir, au regard de l'urbanisme, de l'architecture et des arts décoratifs du pays.

EXPOSITIONS

Lectures pour tous

16 février 1937

L'Exposition de 1937 qui va s'ouvrir sous le signe de l'art le plus moderne et de la technique la plus récente, ne doit pas laisser oublier que, comme presque toutes les grandes entreprises qui nous paraissent exclusivement neuves, celle-ci est dans la ligne d'une très ancienne tradition française.

Sans compter les onze Expositions nationales qui se déroulèrent de 1798 à 1849, de celle du Champs-de-Mars (3 Jours, 110 exposants) à celle des Champs-lysées (6 mois, 4 500 exposants), la France a organisé, de 1855 à 1931, 7 expositions universelles dont la plupart servirent de modèles aux Expositions de Londres ou de Vienne, de Philadelphie ou de Moscou.

Par l'Exposition de 1937 la France renoue donc une tradition déjà séculaire. Sans doute peut-on regretter que, contrairement à quelques-unes de ses aînées, celle-ci ne doive laisser que peu de traces durables. Dispersée et éphémère, elle ne laissera

subsister, témoignage définitif de son éclat, ni une bâtisse de l'importance du Grand Palais ni une création aussi originale que la Tour Eiffel, ni une oeuvre urbanisme aussi ample que le pont Alexandre III et la percée à laquelle il a donné lieu. On peut regretter, par exemple, qu'elle n'ait été l'occasion de tracer cette voie majestueuse promise aux Parisiens depuis Louis XV, et qui doit relier la Porte Dauphine à la Porte d'Italie.

Toutefois telle qu'elle nous est annoncée, elle ne manquera ps de prestige. Surtout elle ne manquera pas d'à propos. Située à un moment critique de notre art et de notre technique et aussi, pourquoi ne pas le dire, à un moment critique de notre vie sociale et de notre autorité dans le monde, elle doit apporter, à toute une génération, une stabilisation à ses travaux et un dénouement à ses peines. Après les balbutiements, comme il est normal, les enthousiasmes hâtifs, comme il est humain, auxquels donnèrent lieu les tentatives d'après-guerre, notre architecture et nos arts appliqués, notre organisation industrielle et notre technique espérèrent d'une manifestation aussi ample qu'elle les stabilise pour un temps, comme la France attend que le concours de tous les peuples sur son sol lui redonne son clair

visage, amical et ouvert.

Pour toutes ces raisons, celle, parmi toutes les manifestations du passé qui me paraît le plus rappeler l'Exposition que nous préparons aujourd'hui est l'Exposition de 1867.

Même tournant pour l'Industrie dont la technique vient de faire un bond décisif, même tournant pour les échanges (au signe près dirait un mathématicien) qui appellent des formules nouvelles; même tournant capital pour l'organisation sociale et pour le monde ouvrier auquel l'Empire libéral vient d'accorder les bases premières et lointaines d'un statut.

Il n'est pas jusqu'à la personnalité de Leplay qui, sociologue et économiste mais d'abord industriel et "polytechnicien" ne nous rappelle la présente manifestation confiée au créateur et au maître de l'Enseignement technique moderne, M. Edmont Labbé. Le Play n'avait-il pas eu l'heureuse idée, comme M. Labbé aujourd'hui, avec sa large part faite à l'artisanat, d'organiser cette section spéciale qui présenta tant d'attrait et consacré à "l'histoire du travail, comprenant les objets produits de la plus haute antiquité au 18ème siècle".

Et je ne peux oublier quant à moi que l'Exposition de 1867 fit, pour la première fois, une part impor-

tante au chemin de fer.

Souhaitons ardemment que, comme son aînée, l'Exposition de 1937 soit une consécration sociale, un témoignage supérieur de nos arts et de nos techniques, un bilan favorable de nos oeuvres et de nos amitiés et qu'un jour prochain on puisse, aussi justement, écrire d'elle qu'elle "donna à la France un éclat incomparable et qu'elle laissa dans l'esprit des contemporains d'inoubliables souvenirs".

4 - CORRESPONDANCE D'OCCUPATION

Le 12 juin 1940, Raoul Dautry a préparé pour le Conseil des Ministres, une note visant à soutenir la continuation de la guerre. Il ne la présentera pas. Le lendemain matin, celle-ci est sans espoir, confiée pour approbation privée au Président du Conseil Paul Reynaud. Le 18 juin Raoul Dautry est à Lourmarin. Ce qu'il considère comme l'impossibilité de l'exil, lui propose la seule alternative d'un éloignement intérieur.

Le compagnonnage, la camaraderie et l'amitié.

De n'avoir pu être écouté en 1940, de n'avoir pas été écouté dans l'entre-deux-guerres, de dresser l'inventaire des défaillances ouvrirait cette lucidité corrosive qui lui fait annoncer, tout de suite, l'erreur technique et sentimentale des "prémices" nécessaires à la collaboration avec l'Allemagne : le pari de la victoire finale du Reich. Contrairement à son repli de 1937 (qui le fait basculer de la gestion d'intérêt public au secteur privé), il situe, en 1940, l'impossibilité d'un retour à l'entreprise privée : on pourrait dire qu'il soupèse la relative faiblesse d'un secteur privé de fait soumis à la commande des entreprises allemandes : Plus fondamentalement,

des entreprises allemandes : Plus fondamentalement, à la différence de ces monétaristes qui vont traiter durant toute l'Occupation de l'échange France-Allemagne (ceux pour qui l'acte de résistance est le calcul du coût général de l'Occupation allemande), Raoul Dautry, dont l'économie est d'abord spatiale (spatialité des flux) envisage l'immédiate radicalité territoriale de l'Occupation allemande. On propose que sa fascination pour Lyautey lui ouvre une sagacité de 1940. Il n'y a pas de subterfuge possible face à un colonisateur: tout acte, tout déplacement productif ne peut être qu'immédiatement capté.

Repérer une primauté de l'Occupation et du territoire, lui permet de réfuter ce mirage des techniciens de Vichy d'une réhabilitation morale de la France dans les sublimations du technique. A ce titre la fracture est très forte avec ceux de ces collaborateurs qui épousent cette vision d'un réordonnement de la France par ses ingénieurs, comme mode possible d'une échappée à l'exploitation.

Lettre à Antonini

Mais la réclusion intérieure n'est pas l'exil. Ce système de la "fidélité", de "l'amitié" et de "l'affection" qui reçoit l'ensemble des anciens collaborateurs en détresse (ou du moins en crise) **"quelles que soient leurs idées ou la direction qu'ils ont prises"** ouvre la perspective du retour d'une implication territoriale.

La lettre du 129 novembre 1943 que Raoul Dautry adresse à Jules Antonini alors Directeur Général Adjoint de la S.N.C.F., témoigne qu'il lui est devenu impérieux de répondre de son positionnement dans le territoire de l'Etat Français. Il évoque les reproches **"en termes aimables"** que lui auraient adressés quelques parlementaires rencontrés au hasard de ses pérégrinations. Reconnaisant que le Ministère de l'Armement est **"une pépinière de collaborateurs"**, ces derniers joueraient l'hypothèse des malheurs d'un Raoul Dautry directement impliqué dans la gestion technique de la France collaboratrice par son manque de discernement dans le choix de ses proches collaborateurs...

Précisément, des opposants les plus radicaux aux thuriféraires de l'Etat Français, convergerait

autour de 1940 l'idée que l'entreprise du réarmement de 1939 avait bien été confiée au technicien le plus émérite.

Le portrait de Raoul Dautry que diffusent les hagiographes du nouveau régime, lui conserve l'a priori de la rigueur et de l'honnêteté technique. Dans son histoire de France de 1940 à 1941, hymne à la gloire de la France pétainiste, Jean Thouvenin distingue parmi les adeptes de la poursuite de la lutte du dernier gouvernement de la III^e République entre le clan politique des "durs" et le clan technique des "modérés" composés essentiellement de Jean Monnet et de Raoul Dautry. Cette proposition filtre les dissidences pour saisir ce statut spécifique du technicien qu'espère mettre en place l'Etat Français. Des aspirations obsessionnelles et malades d'une résistance politique se distinguerait. Ce raisonnement cartésien qui laisse s'exprimer l'objectivité d'une analyse technique par delà l'analyse politique :

"On demande au Ministre de l'Armement s'il est possible de constituer un embryon d'industrie de guerre en Afrique du Nord.

- Non, répond franchement Dautry. Il faudrait apporter du matériel, du fer, du charbon. La fabrication de guerre ne s'improvise pas. Elle

est commandée par l'industrialisation du pays, qui exige plusieurs années de préparation.

- Peut-on transporter des jeunes gens, des ouvriers qualifiés ?
- pas de réponse"⁽¹⁾

1943 marquerait une urgence dans ce processus continu de l'altération du refus originel que produit l'inclusion de Raoul Dautry dans le territoire désormais généralisé de l'Occupation (Occupation de la zone libre : fin 1942).

La lettre à Antonini marque un déplacement problématique. Le refus de l'Occupation n'est plus, d'abord, une question de principe, surtout une question physique, celle de la Résistance **"quand certains procédés sont employés pour vous les arracher"**. On propose que c'est bien dans ce retour d'une primauté du Quotidien que s'énonce la question des stratégies de l'après-guerre qui structure ce que l'on peut considérer comme acceptation par Raoul Dautry de ses responsabilités (de Dautry homme collectif) : son efficacité présuppose la reconstitution de son réseau, sa productivité, la prorogation la plus globale de son patrimoine de techniciens d'avant-guerre. Raoul Dautry est amené à formaliser un

(1) Jean Thouvenin "Une année d'histoire de France 1940-1941 " Paris, Sequama Editeur, Plo-11

déplacement de l'Occupation, une clôture instantanée de l'Épuration. Ce faisant, il offre à ses détracteurs la possibilité de cette condamnation par assimilation (technique) à Vichy qui sanctionne son départ du M.R.U. en janvier 1946.

Il faut aussi compter avec cette impossibilité du sommeil, la difficulté voire la douleur qu'il y a à suspendre son action : **"C'est dur de ne pas travailler quand on était accoutumé à le faire. Il n'y a qu'une consolation, des amitiés comme la votre"**. (lettre à P. Bourdon du 16 août 1941).

Le 5 juillet 1942, il lui sera proposé par l'intermédiaire de Jean Jardin d'assurer la responsabilité des chemins de fer⁽²⁾ Raoul Dautry refusera. Il n'aura pu cependant s'empêcher de tracer par une note de trois pages du 8 juillet 42 (note non envoyée) ce statut d'un **"conseiller ferroviaire technique"** bâti sur le modèle allemand de l'expert ferroviaire technique auprès du chancelier Hitler qui apparaît comme une description du rôle qu'il avait pu tenir. Raoul Dautry raisonne la réponse à apporter au problème qui lui est posé, dans ce temps même où il refuse, par l'irréversible du principe et du sentiment.

(2) Entretien du 20.2.85 avec Jacques Lucius.

Lourmarin (Vaucluse)

le 19 Novembre 1943

Mon cher Antonini [1]

J'ai été mis au courant, par DESBORDES, des entretiens que vous avez eus avec les grands de ce monde, et j'ai apprécié une fois de plus votre fidélité et votre amitié.

Vous savez mieux que personne et vous pouvez dire que ma retraite est et reste accueillante à tous ceux qui ont travaillé avec moi, quelles que soient leurs idées et la direction qu'ils ont prise. Bien que je sois venu ici dès le 18 juin et que je n'en suis sorti qu'une vingtaine de fois pour aller hâtivement à Lyon faire mes cours et à peu près autant de fois pour aller à Marseille donner mes conseils à Lasabatie, les visites qui m'y sont faites m'ont mis au courant de bien des choses. Etranger et indifférent à tous les cancans; les regrets, les espoirs, les dissentiments, les ressentiments, les rivalités et les ambitions, je ne les ai donc pas tous ignorés, car l'ancien apprenti déporté en Allemagne, l'Ingénieur Juif chassé de la S.N.C.F., l'Ingénieur en chef en place et le Directeur en exil,

l'ancien colonel de l'Armement ou des Poudres qui est en chômage, l'ancien secrétaire qui est dans du pouvoir, le sous-ministre qui l'occupe ou le gendre en chômage du Ministre en exercice qui sont venus se réchauffer à mon foyer m'ont fait bien des confidences. Il n'est guère qu'une catégorie d'hommes que je n'ai pas eu l'occasion d'y voir, celle des parlementaires car je ne la connais pas et ne me mêle à aucune intrigue. Le hasard des voyages m'en a fait cependant rencontrer une dizaine dans les trains ou la rue, et même j'en ai reçu deux il y a quelques mois à Marseille, désireux de m'entretenir de la question des Eaux et de leurs journaux.

J'ai le souvenir qu'ils m'ont exprimé leur étonnement que le Ministère de l'Armement ait été une pépinière de collaborateurs, et en termes aimables le reproche d'avoir peut-être manqué d'attention dans mes choix. J'ai expliqué de mon mieux que je ne demande jamais aux collaborateurs que je choisis autre chose que de bien travailler, qu'ils sont libres de leurs opinions et de leurs actes ultérieurs. Ils m'ont demandé pourquoi mon ancien chef de cabinet [2] avait été arrêté, puis relâché et ensuite particulièrement apprécié par ceux-là mêmes qui l'avaient retiré à ses occupations ? Je leur

ai dit que je l'ignorais, mais que je regrettais évidemment que, comme d'autres, il n'ait pas compris que le fait d'avoir occupé des fonctions importantes et délicates entraînait l'obligation d'une grande réserve et d'un éloignement momentané des affaires publiques. Quand on a été amené à connaître des secrets d'Etat, il est dangereux de s'exposer à des questions indiscrettes.

Pour fort et droit qu'on soit, on ne sait jamais si on sera assez résistant pour les garder quand certains procédés sont employés pour vous les arracher. Ou on tient ferme - c'est une question physique - et il y a des conséquences graves, où on faiblit et alors on est prisonnier de sa confiance. Il vaut mieux, à mon sens, ne pas courir ces risques. J'ai ajouté qu'à Bordeaux, ce collaborateur m'avait demandé, à mon départ, s'il devait aller en Angleterre et que je lui avais répondu que, n'étant plus son Ministre, je ne pouvais plus lui donner ni ordres, ni conseils et que sa conscience lui dicterait ses devoirs.

Tel fut le thème de cette conversation que j'ai eue avec ces deux personnages, que j'ai eue d'ailleurs avec d'autres depuis trois ans, et que j'aurai sans doute encore.

Je sais ce que journalistes et hommes politiques tirent de brèves conversations et c'est pourquoi depuis plus de trois ans je n'en ai pas vus et ne m'entretiens guère qu'avec mes oliviers et mes amandiers qui savent écouter et se taire, avec mes livres que j'écoute et qui ne me demandent pas de réponse. J'entends parfois l'écho de ce cours et d'interview sur la collaboration et la déportation qui ne peuvent pas traduire exactement la pensée de leurs auteurs et ne donnent pas "l'atmosphère" qui est plus sûre que les mots. Je lis aussi et cela ne vaut pas mieux. Ainsi, il y a deux jours, dans Radio-Journal, sous le titre "les X rentrent" notre camarade BICHELONNE paraît avoir dit : "Le polytechnicien que nous voulons faire ne sera plus un homme pour qui tout se ramène à des formules: nous voulons faire de cette école une pépinière de grands serviteurs de l'Etat". Il sait trop bien qu'elle l'a été depuis 150 ans, et qu'avant le règne de Claudon il y a eu des "hommes complets en qui s'équilibraient les facultés intellectuelles, morales et physiques, qui ont été des chefs complets dont la science et l'industrie de demain auront besoin". En vérité, je n'ai pas cru un instant qu'il voulu dire que ce n'est qu'à partir de demain, et

grâce à lui et à Claudon, que les X "ne seront plus un cerveau au bout d'un fil de fer". Mais cependant, bien que des X ont dû être attristés, comme moi, par ces propos, prêtés à Bichelonne et à Claudon et ce reniement d'une maison qui nous est chère à tous. C'est hélas le sort commun à tous les hommes disant leur vérité de s'exposer à la voir déformée et trahie. Il ne faut pas s'en étonner, ni s'en attrister.

Les idées changent et les mots passent. Votre camarade m'a suggéré huit jours avant de quitter Paris de changer d'alliés. J'ai écarté en souriant sa proposition. A Bordeaux, moins influencé, il voulait aller en Angleterre. Je l'en ai dissuadé. Dans l'une et l'autre circonstance il a cherché sa vérité il a bien fait. Je ne lui en veux pas plus que j'en veux à notre Lenôtre quand je lui dis qu'il sera vraisemblablement fusillé, mais que mon amitié lui reste acquise en souvenir de nos années de travail en commun. Je me tiens à cette attitude habituelle et générale.

Bien affectueusement.

R. DAUTRY.

- [1] Jules Antonini : (1904) Polytechnicien de formation. Secrétaire général de Raoul Dautry aux Chemins de Fer de l'Etat. Il devient son Chef de cabinet au ministère de l'Armement. Sous Vichy, il exercera les fonctions de Secrétaire Général Adjoint de la S.N.C.F., poste à partir duquel il organisera une résistance administrative face à l'occupant. Il devient à la Libération, le secrétaire général du Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme.
- [2] Jean Bichelonne: (1904-1944) : Brillant mathématicien, reçu Major de sa promotion à l'Ecole polytechnique, et diplômé de l'Ecole des Mines. Il sera membre du cabinet ministériel des Travaux Publics de 1937 à 1939. Sous les injonctions d'Anatole de Monzie, alors ministre des Travaux Publics dans les gouvernements Daladier, il quitte se dernier pour celui de l'Armement dans lequel il devient Chef de cabinet technique du Ministre Raoul Dautry. Après l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain, il obtient des responsabilités d'expert dans la Délégation Française auprès de la Commission d'Armistice (juin-Août 1940). Il devient Secrétaire Général pour le commerce et l'industrie au cabinet des ministres successifs de la Production Industrielle (René Belin, Pierre Pucheu, juillet-avril 1942). Dans le gouvernement Laval (20 avril 1942 - août 1944), il obtient les fonctions de Ministre-Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications. Ne reniant pas ses options, il fait partie de la colonie française exilée dans le village bavarois de Sigmaringen.

Il décède le 21 décembre 1944 à la suite de complications survenues après une opération chirurgicale.

Deux lettres à Jean Jardin

Après avoir démantelé le 17 Juin 1940, son ministère de l'Armement, replié au Mont-Dore le 17 juin, Raoul Dautry s'assigne lui-même à résidence dans sa propriété "La Bastidette" de Lourmarin. De ce lieu paisible qui fixe les conditions de sa retraite, Raoul Dautry (qui ne dispose pas de moyen de transport) s'engage pour une méditation ponctuée par "ses dialogues avec ses oliviers". Mais la flore ne sera pas l'unique témoin de ses épanchements... Très rapidement, l'ermitage de Lourmarin laisse place au havre d'accueil et de paix pour ses anciens collaborateurs et proches amis. Son mas de Lubéron voit, dès la fin de l'année 1940, se succéder de nombreuses personnalités tant littéraires que politiques. Il faut noter la venue de Jean Jardin, son ancien bras droit depuis les Chemins de fer du Nord, devenu depuis avril 1942 Directeur du cabinet de Pierre Laval. Deux lettres qui lui sont adressées attestent de l'importance de ces rencontres. Même si celles-ci ne sont qu'épisodiques elles n'étaient pas fortuites. Et l'on pouvait considérer symbolique et révélatrice le fait que la visite de Jean Jardin le dimanche 5 juillet 1942 puisse se dérouler la nuit. Toute l'am-

biance du complot est restaurée dans le rappel ironique qu'en fait Raoul Dautry quelques jours après à un représentant de l'appareil d'Etat de Vichy venant consulter un homme écarté de ses responsabilités et fonctions techniques...

Face aux craintes qu'exprime ouvertement l'Etat-Français sur les corps occultes, politiques et techniques, issus des liens universitaires (école polytechnique...) et professionnels, Jean Jardin ne peut rencontrer son ancien ministre que dans la plus grande discrétion.

Fort de sa position, de son ascendance morale et spirituelle sur Jean Jardin, Raoul Dautry stigmatise avec ironie l'attitude de son ancien collaborateur sans doute assailli par le doute. Il use pour désigner le Chef de cabinet de Pierre Laval d'un ton condescendant et protecteur aux limites de la familiarité : "mon petit Jardin".

Raoul Dautry reconnaît Jean Jardin comme venant quérir une approbation, tout au moins une explication, de sa conduite personnelle et par extension de la politique de l'Etat-Français. Il joue de la crise de son ancien collaborateur pour renouveler son affirmation personnelle d'un abandon des affaires publiques et des responsabilités privées.

Il y a confirmation d'une supériorité naturelle du Chef sur ses anciens collaborateurs, quelles que soient leurs nouvelles responsabilités. Le technique subsiste voire s'enrichit par delà la continuité d'une crise politique. Le privilège de ses capacités de gestionnaire, ceux liés à la salutaire méditation d'un homme à l'écart des intrigues de Vichy, explicitent le prestige de sa parole dans ce temps de l'Occupation. Les conversations à "bâton rompu", ne sont pas simplement le moyen de rappeler à ses contemporains le sens de son exil; la confrontation avec un extérieur signifie la possibilité de poursuivre son cheminement personnel. De "la bastidette", Raoul Dautry analyse et soupèse les efforts de chacun. Les tentatives que développe l'Etat-Français pour promouvoir le redressement national sont minutieusement détaillées. Technicien, il refuse de rejeter d'emblée les propositions économiques de Vichy. En fait, la singularité de son refus de la Collaboration est d'être organisée sur deux plans de sensation: "**intellectuelle**" et "**sentimentale**". Si la condamnation sentimentale tend à l'irréductible, la condamnation intellectuelle laisse filtrer une positivité des analyses objectives.

Tandis qu'il réfute les prémices mêmes (la victoire

de l'Allemagne), la présence de Dautry sur le territoire français ouvre des échelles problématiques, ou son objectivité technique peut être piégée dans la tentation d'un débat. Véritable juge, il peut noter **"quelques résultats"** positifs obtenus par le Président du Conseil.

S'il révèle son accord sur le principe de l'élaboration d'un Plan d'Equipement National et son désappointement pour les options retenues: **"il était réconfortant que le plan national Pétain-Lehideux comportât un chapitre au moins qui fut d'une utilité incontestable - nourrir des Français"**, il envisage cependant la possibilité pour le gouvernement de réaliser une oeuvre qui échappe aux dilemmes politiques du temps. Sur le modèle de l'assèchement des Marais Pontins, la Crau pourrait être l'objet d'une politique de développement agricole, **"une oeuvre d'urbanisme, d'artisanat, d'industrie alimentaire, de colonisation, une véritable synthèse de toutes les activités nationales"**.

Raoul Dautry n'énonce pas l'absolu politique de toute opération technique. A l'écart d'une **technique** qui, si autonome, ouvre sur une Collaboration franco-allemande, il pourrait grandir une **Oeuvre** qui par sa radicalité de lieu atteindrait une évidence **"apolitique"** proprement nationale et donc la possi-

bilité d'un exercice moral sous Occupation. On ressent chez Dautry à Lourmarin la nécessité de devoir à chaque fois, réitérer sa séparation du Territoire, autant l'interdit d'une participation débouche sur le vécu tragique du non-faire, autant la tentation est vitale de se renouveler, chaque jour, un champ licite d'exercice. Inquiet, Raoul Dautry précise que les quelques responsabilités administratives dont il dispose (exploitation du charbon tunisien, approvisionnement en eau de la ville de Marseille) n'ont pas été "sollicitées", mais "acceptées" un peu "à son corps défendant". La santé, l'eau pure, le combustible, les gazogènes, les légumes et les fruits sont, en dépit de cette gêne, autant de domaines de réalisation d'un idéal technique qui lui apparaissent pouvoir être développées dans la rigueur de l'Occupation allemande. Et, ironique, Raoul Dautry, ne peut sans doute être compris d'un Jean Jardin ayant tout misé sur Vichy, lorsqu'il ouvre à l'éphémère pouvoir de la Révolution Nationale, une contribution pressée à des objectifs de longue durée. Il propose comme réalisation optimale de Vichy, le modèle harmonieux d'une cité-jardin de la Crau, où pourraient se réaliser les postérités équilibrées (les plaques bleues si friables) des places politiques

(Pétain, Laval, Leroy-Ladurie, Bonafous) et des avenues techniciennes (Aubert, Couteaud et Jean Jardin).

De même, conditionnant leur réussite à la résolution du problème Marseillais de l'Eau, Raoul Dautry, questionne une efficacité réelle des techniciens de l'appareil d'Etat par delà les discours idéologiques. Moqueur, c'est dans le champ d'une réduction au minimal du territoire d'intervention de l'Etat qu'il suggère les possibilités de son efficience. Proposer à Jean Jardin de prouver localement les vertus de Vichy, c'est offrir le bluff d'un pari auquel son ancien bras droit ne pourrait se dérober. Pour le convaincre, il n'hésite pas à restituer son analyse dans les limites de sa possible impartialité. S'il envoie dans ce courrier la lettre du Préfet des Bouches-du-Rhône adressée au ministre de l'Intérieur le 3 juillet 1942, c'est pour mieux souligner cette convergence entre ses points de vue et ceux d'un représentant qualifié de l'Etat.

Lourmarin (Vaucluse)

11 Juillet 1942

Strictement Personnelle.

Mon Cher Jardin [1]

Votre visite nocturne de dimanche a fait passer sur la Bastidette et mon rocher desséché la brise rafraîchissante de la fidélité et de l'affection. Après un an de séparation, notre longue conversation n'aura pas été inutile.

Je ne méconnaissais pas les difficultés de la tâche du président Laval, mais vous m'avez souligné avec bonheur quelques résultats de ses efforts. Je les ai notés.

N'oubliez pas, de votre côté, que je vous ai demandé d'insister auprès de lui sur la gravité de la situation intérieure du pays, causée par la mauvaise administration. L'art de gouverner - la politique - ne suffit pas à assurer la prospérité d'un pays. Dans cet art, Monsieur Laval est un maître incontesté, et si intellectuellement et sentimentalement je suis en désaccord avec lui sur les prémices de sa politique extérieure, c'est-à-dire sur l'intérêt

et sur la certitude de la victoire allemande, du moins je ne doute pas que de ces prémices sa merveilleuse subtilité tirera tout ce qu'elles peuvent donner. Mais parce qu'il est un maître ès-politique, il a tendance à mésestimer l'importance d'une bonne administration, c'est-à-dire d'une administration ne se contentant pas d'être instruite et juste, mais sachant être courageuse et diligente. Je l'avais sans peine, en deux heures de juin 1935, convaincu du fléchissement de l'administration française. Je lui avais montré que les périodes de prospérité qui jalonnent notre vie nationale avaient toujours été des périodes de vigoureuse administration. C'est ce dont Gaxotte, qui vous a enseigné l'Histoire, a dû vous convaincre vous aussi. Pour épurer, redresser, fortifier, animer l'administration. M. Laval avait instauré, à ma suggestion, les missi-dominici et les chambres ardentes, et chapitré lui-même les Préfets dans la célèbre réunion du 8 août. Croit-il que cette oeuvre est moins nécessaire aujourd'hui qu'en juin 1935.

Monsieur Jean Jardin
Directeur de cabinet du Chef du Gouvernement
Hôtel des Princes - VICHY (Allier)

Ne parlons pas des transports puisque nous l'avons fait dimanche. J'aurais cependant bien voulu que mon ancien Ministre des Travaux Publics [2] et mon ancien Secrétaire [3] vissent la gare de St Charles jeudi soir. Jean et Jacqueline qui partaient, vous renseigneront.

Mais parlons de la Ville de Marseille. Mieux que personne vous savez que les missi-dominici Laval-Dautry de 1935 avaient demandé la création d'un Administrateur extraordinaire. Nous n'avons pas eu assez de temps pour réaliser notre projet. M. Paul Reynaud y a réussi au printemps de 1939, et notre ami Surleau [4] a été remplacé depuis vingt mois, comme bourgmestre de Marseille par M. Barrault, un préfet dont l'intelligence, le courage et le labeur sont hors de discussion. Si ce grand fonctionnaire réussit à faire de Marseille une ville administrée comme le sont Stockholm, Rotterdam, Hambourg et Gênes, nous pourrons nourrir quelques espoirs dans le relèvement du pays, accorder des vertus à la révolution Nationale, croire à l'efficacité des visites ministérielles. S'il échoue, ... Est-ce moi qui le dis? Non, c'est lui. Lisez la lettre ci-jointe; il me l'a remise hier et sait que je vous l'envoie.

Vous savez pourquoi et comment je lui ai apporté mon concours. Comme je répugne à toute collaboration avec l'occupant, je ne suis pas rentré dans les affaires privées industrielles vers lesquelles l'animosité de certains, suscitée par ma collaboration avec M. Laval en 1935, m'a jeté en 1937; je vis dans mon ermitage du Luberon et n'en sors que pour donner du charbon tunisien à la Tunisie, et projeter de donner de l'eau abondante et claire et non contaminée aux Marseillais. Petites choses certes que de fournir les trois cinquièmes des calories nécessaires aux transports et à l'économie tunisienne et d'ambitionner d'éviter la typhoïde à mes voisins. Ces petites choses je ne les ai pas sollicitées, je les ai acceptées un peu à mon corps défendant, mais aussi parce que la chose publique ne cesse pas de me passionner. Feu et Eau. J'ai réussi le Feu chez le Bey. Dois-je perdre l'espoir de réussir l'Eau avec le Maréchal et M. Laval? Je le crains.

Si cette histoire vous intéresse, faites convoquer M. Barrault et M. Rivalland par M. Laval. Ajoutez à la réunion M. Bonnafous qui hier à Marseille, est maintenant au Gouvernement et s'était passionné pour l'eau de Marseille. Et essayez de voir si, oui ou non, il est possible de faire boire de l'eau

propre à un million de Français.

Je sais, mon petit Jardin, que vous aurez le courage de mettre ma lettre et celle du Préfet sous les yeux de M. Laval. Ce sera une expérience intéressante. Si vous la réussissez vous aurez donné un sérieux coup de main à de grands fonctionnaires qui le méritent.

Affectueusement.

signé DAUTRY

5081 T. 3 Juillet 1942

Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet Régional

à Monsieur le Chef du Gouvernement, Ministre
Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (Secrétariat général
pour l'adm. Vichy).

NBJ. Convention entre la Ville de Marseille et la
Sté technique et financière pour la reconstruc-
tion urbaine, rurale et industrielle. Convention
entre la ville de Marseille et la Sté d'études
des Eaux de Marseille

Au cours de mon dernier voyage à Vichy, j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de M. le Secrétaire général pour l'administration sur l'intérêt qui s'attachait à l'approbation rapide des deux conventions désignées en référence.

Il m'est revenu en effet, que de plusieurs côtés, et notamment au sein du Conseil Municipal, on s'étonnait du retard apporté à la solution de cette affaire dont votre administration a été saisie au mois d'août 1941; on murmure que l'Administration est plus lente encore maintenant que sous les Gouvernements qui ont précédé la Révolution Nationale; on ajoute même qu'avec l'ancienne municipalité, une intervention des parlementaires locaux aurait fait aboutir depuis longtemps des affaires de cette nature.

Je pense qu'une telle situation présente des inconvénients sérieux et qu'il y aurait le plus grand intérêt à y mettre un terme aussi tôt que possible.

J'avais d'ailleurs déjà développé ce point de vue dans mon entretien avec M. le Secrétaire Général pour l'administration, et il avait été convenu que le Conseil d'Etat serait saisi sans plus tarder des deux dossiers. Or, il résulte d'une conversation téléphonique qu'a eue M. Le Directeur des Services Techniques de la Ville avec les Chefs des deuxième et quatrième bureaux de la direction des Affaires départementales et communales, que votre Administration aurait l'intention de nous demander encore des précisions supplémentaires sur ces deux dossiers et de consulter à nouveau le Ministère des Finances avant d'en saisir le Conseil d'Etat.

Pour les raisons indiquées ci-dessous, je pense qu'une telle procédure qui serait de nature à retarder encore l'approbation des deux conventions est inopportune, et qu'il y a intérêt à saisir sans plus tarder le Conseil d'Etat afin que la Haute Assemblée puisse aborder tout au moins l'examen du dossier avant les vacances.

Il reste bien entendu que les Services techniques de la Ville se tiennent à la disposition de votre

Administration pour lui fournir tous renseignements et explications complémentaires au sujet de cette affaire.

Les éclaircissements correspondants pourront, si votre département le juge opportun, être transmis ultérieurement au Conseil d'Etat avec l'avis définitif du Ministère des finances mais cette correspondance ne devrait pas à mon avis, retarder plus longtemps l'envoi des dossiers à la Haute Assemblée.

signé RIVALLAND.

- [1] Jean Jardin: (1904-1976), Recommandé par Daniel Rops, il devient le bras droit de Raoul Dautry aux Chemins de fer du Nord. En janvier 1941, il est nommé Chef de cabinet du ministre des Finances, Yves Bouthillier. Le 1er avril 1942, il devient Chef de cabinet du Ministre des Travaux Publics, Robert Gibrat. Du 20 avril 1942 au 30 octobre 1943, il est Directeur de cabinet de Pierre Laval. Après cette dernière date, il est nommé par Vichy en poste à Berne.
- [2] Pierre Laval, ministre des Travaux Publics en 1925.
- [3] Jean Jardin
- [4] Frédéric Surleau: Chef du service de la voie au réseau d'Etat. Il devient dans la fin des années 1930, président du réseau ferré de l'Alsace-Lorraine. Il est nommé en 1939 maire de Marseille, afin "d'assainir la ville".
La même année, il est rattaché au ministère de l'Armement, en tant qu'inspecteur général de ses établissements. Le 15 janvier 1940, il partage avec Jolio-Curie la présidence du

Haut-Comité des Recherches Scientifiques à l'intérieur duquel siège de plein droit le Ministre de l'Armement. Il est démis de ses fonctions municipales par le gouvernement de Vichy (novembre 1940) qui lui préfère un représentant de Jacques Doriot. Après la guerre, il est intégré dans l'équipe technique de Jean Monnet (Commissariat au Plan).

La Bastidette
Lourmarin (Vaucluse)
28 Juillet 1942

Mon Cher Ami

Depuis que vous êtes entré dans les avenues du pouvoir la batterie de la Bastidette ne vous épargne pas les tirs de harcèlement. Je ne sais si ma dernière rafale a fait des ravages dans la Pollution des Eaux marseillaises et dans la Typhoïde. Si votre silence est un acquiescement à mes vues, je m'en autorise, si j'ose dire, pour ouvrir le feu aujourd'hui sur les incendies des forêts provençales et sur l'irrigation et le drainage de la Crau. Dans les temps actuels où nous nous préoccupons surtout de la défense de nos âmes, il ne faut cependant pas perdre l'occasion de pousser celle de la santé, de l'eau pure, du combustible, des gazogènes, des légumes, des fruits et du petit supplément de ration de viande que pourraient assurer à nos enfants quelques prairies nouvelles.

Votre ami, le Ministre de l'Agriculture, n'ignore certainement pas que des milliers d'hectares de pins et de chênes lièges brûlent depuis un mois. A tous les coins de l'horizon montent des fumées

sinistres, on évacue des villages : c'est plus qu'un désastre, c'est une honte pour notre pays. L'administration actuelle est-elle aussi incapable que l'ancienne de prendre les mesures qui ont épargné plusieurs millions de dégâts par an sur un Réseau que vous connaissez et de faire, en Provence, ce que Madame Wallenstein a fait dans les Landes. Posez-lui donc la question et voyez si nous devons continuer à subir passivement ce qu'il est si facile d'éviter.

Et, puisqu'au lendemain de l'armistice on a posé comme programme - un étrange programme en vérité - de faire de la France un pays purement agricole, on a entrepris de défricher les terres incultes - en est-il d'autres que de médiocre ? - et de mettre en valeur les terres qui peuvent devenir riches au prix de travaux d'Etat que les particuliers ne peuvent entreprendre - ce qui est mieux - sait-il, votre ami, qu'il y a, pour la Crau un grand projet inspiré de l'oeuvre mussolinienne des Marais Pontin ? Cette oeuvre, je la connais bien et suis allé l'étudier sur

Monsieur Jean Jardin
Directeur du Cabinet du Chef du Gouvernement

place à trois reprises et j'ai même eu autrefois l'occasion d'en complimenter le Duce dans son Cabinet de la place de Venise. Aussi, me suis-je réjoui en juillet 1940, de voir Surleau, Cassan [1], Couteaud, Arbus s'intéresser à la Crau aux côtés de Lehideux [2] et de Giraud [2]. Vous ne vous en étonnerez pas: un plan d'équipement national m'est toujours cher et le désert de la Crau est à ma porte. Je n'ai jamais fait la route d'Avignon-Marseille sans me demander pourquoi le P.L.M. n'avait pas pris l'initiative de le désempierrier, de l'irriguer, de le draîner, de l'urbaniser, de le peupler, d'en faire un nouveau et le plus grand centre de production de primeurs. Aussi bien tant d'illusions déraisonnables étaient affichées après l'armistice sur les moyens dont allait disposer le pays pour réaliser sa renaissance qu'il était réconfortant que le plan national Pétain-Lehideux comportât un chapitre au moins qui fut d'une utilité incontestable - nourrir les français - et d'une possibilité immédiate - cinq mille Indochinois campaient à côté de la Crau dans un désœuvrement absolu aux poudreries de St Chamas et de Sorgues et pouvaient fournir la main-d'oeuvre qui, sans autres matériaux que les carrières et les fours à chaux de la région des Baux, était en mesure

de mener cette oeuvre à bonne fin en trois ans. Je sais que le principe fut retenu, que les moyens techniques et financiers furent réunis par le truchement de la Compagnie Nationale du Rhône, qu'une première expropriation de 2500 hectares fut réalisée, et que les chantiers furent ouverts. J'ai eu l'occasion, il y a six mois, de les voir et d'y être guidé par mon camarade Aubert, Président de la Compagnie Nationale du Rhône, et son jeune et ardent collaborateur Couteaud (Couteaud est de la génération et du type Dherse) qui fut pendant la guerre le bâtisseur du grand atelier de chargement de l'Ardoise (en face Orange). J'ai donc, puis-je dire, vu se faire le démarrage et la lecture de la conférence récente de Couteaud aux électriciens m'a incité à voir à quoi on en est aujourd'hui? Je viens de le faire et j'en ai retiré la certitude que 1943 ne nous apportera pas de récoltes substantielles. M. Leroy-Ladurie [4] le sait-il? Le Maréchal et M. Laval se doutent-ils de l'impression que cause cette demi-paralysie? Voilà une oeuvre qui est essentiellement apolitique qui à elle seule assurerait la gloire d'un gouvernement, qui intéresse tous les Français, car si c'est une oeuvre de production agricole, c'est aussi une oeuvre d'urbanisme, d'artisanat, d'industrie alimentaire

de colonisation, une véritable synthèse de toutes les activités nationales. La facilité avec laquelle le régime actuel a pu, par une loi spéciale, fournir les moyens financiers et techniques n'empêche pas l'oeuvre de s'enliser dans le marais administratif, sous la pression des intérêts privés des maraîchers de Cavailhon et de Carpentras, des bergers de la Crau et de je ne sais qui encore? Cela crève les yeux de tous, et certainement ceux de M. Leroy-Ladurie et de M. Bonnafous [5]. Que faut-il faire pour aboutir? Ce n'est pas à moi de le découvrir et de le dire. Je me contente de vous sonner la cloche d'alarme. Est-ce la faute de la Compagnie nationale du Rhône? Cela me surprendrait encore qu'il soit certain qu'avec la production de l'énergie hydro-électrique de Génissiat et l'amélioration de la navigabilité sur le Rhône, cette compagnie a à résoudre - et résoud magnifiquement à d'immenses problèmes techniques qui la détournent nécessairement d'une oeuvre agricole et coloniatrice. Peut-être devrait-on séparer techniquement les deux activités de cette compagnie et placer à la tête de la Crau un responsable qui ait la passion des problèmes alimentaires généraux - faut-il vous rappeler leur diversité à vous qui vous êtes passionné autrefois

avec d'autres pour les marais vendéens, le traitement des pommiers de la Bretagne et de la Normandie, les salades et primeurs de la région de Nantes les transports des bananes entre Dieppe ou le Havre et Paris, la congélation du poisson, la création des frigo-consignes et d'abattoirs régionaux etc..sont des questions d'urbanisme? Peut-être devrait-on faire de cet animateur un proconsul ayant une complète délégation de la Compagnie nationale du Rhône et des ministres intéressés (intérieur, agriculture, production industrielle, équipement national, finances...)? laissez-moi penser que tout cela est faisable si le Gouvernement veut et croît que, même dans les circonstances où nous vivons, il y a encore quelque hommes qui préféreraient la gloire bien française d'un Craponne à des gloires européennes plus discutables et plus précaires. Un Surleau, un Cassan un Lemaire y réussiraient.

Dans mon ermitage, il m'est difficile de préciser davantage, mais parce que j'aime mon pays et suis attentif à sa vie quotidienne, je ne puis pas ne pas penser qu'il serait d'heureuse administration qu'au moment où M. Leroy-Ladurie lance un appel éloquent aux producteurs de légumes ou de fruits. Il s'occupe de cette affaire avant qu'elle ne fasse

faillite. Déjà les habitants de Cavaillon eux-mêmes ont une carte de légumes. Que sera-ce l'an prochain.

Votre prénom et votre nom patronymique, mon cher ami, vous obligent. Celui-là évoque le jeûne du désert et celui-ci l'abandonne. Rencontre symbolique, à quoi s'ajoute singulièrement l'atout que constitue votre situation actuelle auprès du Chef du Gouvernement. Si vous réussissez à faire fertiliser la Crau, l'avenue qui joindra les places principales de quatre des hameaux qu'on y construira, places qui porteront - si vous vous hâtez - les noms de Philippe Pétain, Pierre Laval, Leroy-Ladorie, et Bonnafous, gardera au long des siècles, trois noms : Avenue Aubert, Avenue Couteaud, Avenue Jean Jardin. Mon amitié pour vous m'incite à revendiquer de rédiger votre notice pour la plaque bleue. Au surplus, car l'émail est fragile et les voyages vers la Crau peuvent être longtemps difficiles, soucieux de votre renommée, je ferai appel à Flament, qui a ses entrées chez Larousse pour que vos petits enfants puissent lire cette notice, après les pages rouges, dans la partie historique et géographique du dictionnaire où vous et moi avons lu jadis celle de M. de Craponne : "ingénieur français, né à Salon.

Il a donné son nom au canal destiné à fertiliser la Crau (1519-1559)¹⁰. Pensez-y. Bientôt vous aurez plus de quarante ans et peut-être ne serez-vous plus à même de passer à la postérité?

Mon Cher ami, prenez une heure pour lire et méditer la belle conférence de Couteaud et une autre heure pour entretenir de cette question M. Leroy-Ladorie et M. Bonnafous. Ensuite, si c'est indispensable, réunissez le Président avec ses deux collaborateurs et M. Robert. Je vous souhaite de réussir à les convaincre qu'il faut faire cette grande chose et la faire vite.

Très affectueusement.

signé R. DAUTRY.

- [1] Urbain Cassan, Polytechnicien, entré aux chemins-de-fer du Nord. Mis en congé par Raoul Dautry pour lui permettre d'effectuer des études d'architecture. Il sera "l'architecte de Dautry tout au long de sa carrière et jusqu'au M.R.U. A la fin de sa vie, Président du Conseil supérieur de l'Ordre des Architectes.
- [2] François Lehideux: (1904) Fils de banquier, marié à une nièce de Louis Renault. Administrateur de la Société des Aciers Fins de l'Est, des Forges de l'U.C.P.M.I., des avions Caudron. Administrateur délégué des Usines Renault en 1939. Contrôleur des programmes militaires des usines d'automobiles en 1939-1940. En août 1940, il devient président du Comité d'Organisation de l'Automobile. A la fin du mois d'octobre de cette même année, il est nommé Commissaire à la lutte contre le chômage. En mars 1941, il devient Délégué Général de l'Équipement National; puis Secrétaire d'État à la Production Industrielle (juillet 1941-avril 1942). Il est démissionnaire à l'arrivée de Laval au gouvernement. Accusé de Collaboration, il sera condamné à la Libération.

- [3] Henri Giraud: directeur des Travaux Publics de la ville de Paris et du département de la Seine dans les années 1930, il obtient sous Vichy le poste de Directeur Général des Services de la Délégation Générale à l'Équipement National. Après la démission en Avril 1942, de François Lehideux du poste de Délégué National, Henri Giraud assume la vacance de ce dernier sans obtenir réellement le titre de Délégué Général à l'Équipement National.
- [4] Jacques Leroy-Ladurie: propriétaire exploitant agricole, responsable à partir de 1934 de l'Union nationale des Syndicats Agricoles. Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement du deuxième gouvernement Laval (avril 42). Démissionne en septembre 42 à l'instauration du STO.
- [5] Max Bonnafous: Ulmien, agrégé et préfet, il s'était rapproché de Pierre Laval par l'entremise des néo-socialistes. Au retour de ce dernier au gouvernement, Max Bonnafous obtient le ministère du ravitaillement (avril 1942). Il restera dans ses fonctions jusqu'au

début de l'année 1944, puis remplacé par Pierre Cathala qui cumulera ce portefeuille avec celui des Finances.

Que l'autre soit de contact difficile, voire, à tout moment, en risque concret de disparaître charge le rituel de l'échange-des-voeux, d'une affectivité intense. La lettre de Noël 1943 à Métayer, participe de ces textes-limites ou s'exagèrent et se dévoilent pour nous les logiques de la longue durée. Autant Dautry serait, a priori, l'homme du téléphone et de la directive administrative, autant la lettre sous Occupation devient, par nécessité, la circulaire au réseau. Celle que l'on présente est l'occasion pour Raoul Dautry d'un essai sur cette résolution de l'individuel dans le social que propose le travail, lorsqu'il atteint **"le miel"** de l'amitié et la défaite des castes. L'homme seul peut certes poser son écart, le groupe conscient, formé d'esprits à **"force et étendue complémentaire"** peut, lui, postuler sa résistance. C'est dans le système de l'échange sentimental et matériel du réseau que se forge l'exceptionnel bonheur d'une fidélité possible. Une fidélité qui n'est pas un projet, plutôt un état; **"en face des français qui se trompent et de l'ennemi qui nous détruit"**. La constance tient de la preuve: quelque part pour Dautry. Les créations utiles sont visibles... Les trains roulent.

La description de l'oeuvre communautaire du

rail, où la besogne est distribuée à chacun, où des règles précises servent de guides, rappelle cette plainte répétée de la rareté de l'homme d'exception et apparaît préparer le système fort peu héroïque qui sera mis en place, pour la reconstruction de la France, par le Ministre de l'Urbanisme. C'est bien alors que, distinguée du chemin-de-fer, la technicité de Raoul Dautry se dévoile comme capacité de s'informer sur une grande masse d'agents et d'opérations, dans la reconnaissance "démocratique" du mauvais niveau général des forces et des compétences. La reconstruction immobilière de la France sera bien postulée comme effet de l'agrégat productif de l'ensemble des architectes, ingénieurs, métreurs entrepreneurs...:

"... quand je ne suis pas sûr de trouver un cheval de sang pour le mettre dans les brancards, je me contente d'un demi ou d'un quart de sang, mais je garde en main la chambrière" disait Dautry dans sa lettre du 13 juin 1941 à Guillaumat directeur des mines de Tunisie.

Sans grande déclaration sur le genre humain, c'est à partir de sa perception du réseau des fidélités, de ce Transport sans castes et sans classes, sans religion, ni une race seule, que Raoul Dautry

appréhende, non pas directement l'horreur elle-même, mais surtout, cette crise des hiérarchies de l'Etat Français confrontées aux résolutions barbares de l'Allemagne nazie:

"Les papiers que je lis et les propos que j'entends sur la formation des chefs commencent à m'irriter. Et quand le B^S fait conférence à l'X sur le rôle du chef et ensuite ne veut pas intervenir pour sauver Lang, Pierre Lévy, ni consentir à faire passer Robert Lévi en Zone Libre à moins qu'il ne démissionne, j'éprouve le besoin d'en parler autrement".

Lourmarin (Vaucluse)

Noël 1943

Mon Cher METAYER,

Après bien des péripéties, vos lettres et vos envois, collectifs ou individuels, viennent de m'arriver. Le messenger corporatif habituel, dont le dévouement pour moi est digne de celui des cheminots du Nord et de l'Etat, n'a pu parvenir jusqu'ici hier du fait d'un retard de plus de 7 heures. Il a dû repartir - puisque pendant deux ou trois jours il n'aurait pu le faire faute de train - après avoir déposé le tout à Cavaillon et aussi téléphoné à Madame LESTRINGUEZ. J'ai pu faire prendre courrier et objets ce matin, chez le chef de gare et ils viennent de m'être remis. Aussi ma femme, mes enfants et moi avons des cadeaux de Noël précieux dont nous vous remercions tous, vous, Mon Cher METAYER, et vous aussi, BALLUAIS, CLERC, SIROLLE, ANTONINI, BERTRAND et tous les jeunes et les instructeurs de La Folie, qui nous avez comblés de preuves sentimentales et matérielles d'une fidélité qui, dans les temps que nous vivons, sont particulièrement précieuses.

Je ne veux pas que cette journée de Noël s'achève

sans que je vous ai répondu à vous tous qui êtes à la fois des Camarades et des Amis. Nul milieu de travail n'a mieux que notre Réseau permis de réaliser ce qu'est le compagnonnage d'hommes attelés aux mêmes tâches, et ce que sont la camaraderie et l'amitié. Le compagnonnage nous réunissait tous, ceux qui s'aimaient et ceux qui ne s'aimaient pas. La camaraderie était l'affirmation entre le plus grand nombre d'une solidarité de corps, d'intérêts et de sentiments pour une certaine action et face à certaines difficultés, certaines épreuves, certaines menaces.

L'amitié qui régnait entre nous était d'une autre nature et, à la vérité, elle était tout autre chose. Je crois bien qu'elle ne naît qu'entre les hommes qui se rencontrent mystérieusement sur un plan spirituel ou affectif qui, pour chacun d'eux est essentiel et quand ils atteignent simultanément à une profondeur de sincérité, de respect et de dévouement réciproque qui effacent toutes les différences de pensée et d'intérêts.

C'est une sorte d'aventure analogue à l'aventure du mariage que se scelle par un pacte qui n'est ni juré, ni écrit, mais qui est aussi fort que le pacte du mariage.

On pourrait dire, me semble-t-il, que la camaraderie est l'affection qui associe des "individus semblables" d'un même corps social et que l'amitié est l'affection qui unit des "personnes qui se choisissent, s'élisent pour un acte de foi les uns envers les autres". La camaraderie s'édifie peu à peu comme une voie, une machine, un bâtiment, tandis que l'amitié se déclenche brusquement comme réaction chimique au contact de certains catalyseurs.

La route de la camaraderie ne conduit pas à l'amitié, mais si par aventure elle y aboutit, les hommes qui ont ce privilège atteignent ensemble aux sommets les plus hauts de la compréhension et du dévouement; la solidarité est dépassée et fournit aux relations la nourriture la plus riche, une sorte de miel sentimental et parfumé, pris du suc des fleurs les plus rares de la pensée et des actes et qui se conserve indéfiniment dans la chaleur et dans le froid. Nous avons connu celle-là et nous vivons celui-ci. En lisant, il y a un instant vos lettres à tous,, croyez-moi, Mon Cher METAYER, je réalisais pleinement ce qu'est l'amitié qui dépasse la camaraderie, mais prend appui sur elle. Dans le désordre du monde actuel, des esprits et des activités, dans notre corporation comme dans toute

la France, dans ces heures où les hommes se renient et se déchirent et à tout le moins sont ballotés par la vie comme les goëmons sur la digue de St-Jean-de-Monts, nous avons l'exceptionnel bonheur de rester fidèles à nous-mêmes et fidèles les uns aux autres.

L'unité de notre vie est faite de l'attachement que nous gardons à un petit nombre d'idées et de sentiments qui expriment notre vocation professionnelle, notre vocation patriotique, notre vocation humaine et nous interdisent de plier notre conscience au gré des circonstances, des intérêts et des hommes.

Notre stabilité de pensée, notre continuité dans l'action, le plaisir que nous prenons à consentir de durs sacrifices, sont le fruit de la passion profonde que nous avons pour notre métier, du contact intime que nous avons maintenu entre nous et étendu aux choses, aux hommes et à l'idéal du Rail et de la Patrie. Plus que tout autre peut être a permis ce résultat, notre oeuvre que, dans le jargon actuel, on pourrait appeler une oeuvre communautaire, où la besogne distribuée à chacun appelle la collaboration de tous et exige le dévouement et la responsabilité de chacun, où des règles précises servent de guide et demandent dans l'application quotidienne de l'exactitude et de l'habileté, permettent de mesurer les

difficultés et de les surmonter, de faire à tous instants une création utile, visible, dont la perfection est notre meilleure récompense. Elle nous a tous élevés au-dessus de nous-mêmes et a donné à notre esprit une force et une étendue complémentaire qui nous ont amenés et maintenus dans la résistance.

De notre attitude d'hier devant les problèmes graves que nous avons eu à résoudre de 1933 à 1937 et de nos attitudes d'aujourd'hui devant les problèmes beaucoup plus graves encore, j'espère que nous sortirons tous à notre honneur, le cœur et l'esprit pleinement satisfaits et que nous sommes de ceux qui auront maintenu des raisons de croire à la fois en notre pays et en une humanité meilleure et laissé un enseignement et un exemple aux jeunes qui nous succéderont.

Leur pâte est pétrie et repétrie par les souffrances de la servitude, par des abdications, des reniements, des trahisons. Elle est prête à recevoir tous les levains. Que le nôtre soit le plus pur et le plus fécond.

Vous avez raison, Mon Cher METAYER, de penser que l'affaire CHRETIEN, Ingénieur en Chef sorti de l'Ecole primaire, est grave. Elle ne meurtrit pas seulement un homme qui a, sur tous les plans,

fourni pendant quarante ans un labeur exceptionnellement parfait.

"Elle ne déchire pas seulement, suivant votre propre expression, un peu du Réseau de l'Etat et l'unité de l'équipe", elle compromet l'avenir de la société ferroviaire française. CHRETIEN, comme son patron du Nord, Monsieur PARIS (fils d'un charpentier de la voie de LONGUEAU), simple élève de l'école primaire dont mes prédécesseurs avaient fait un ingénieur principal et dont j'ai fait un ingénieur en chef; comme MUCHERIE (fil d'un chef cantonnier de la voie de Lille, élève lui aussi de l'école primaire, que j'ai formé et préparé pour les fonctions d'ingénieur en chef de la Voie au P.O. qu'il occupe maintenant), comme BAUDOIN (chef d'équipe des charpentiers de l'atelier de la Voie, dont j'ai fait, en huit ans un contremaître, puis un contremaître principal, un S/Chef d'Atelier, un chef, un chef principal et enfin un inspecteur divisionnaire décoré de la médaille militaire), comme PIRON (à qui, en six ou sept ans, j'ai cousu des galons d'inspecteur et la légion d'honneur sur son bleu de chef d'équipe) et bien d'autres que je n'oublie pas, ont été les symboles d'une religion nouvelle, celle qui veut que tous aient les mêmes possibilités

et puissent atteindre aux mêmes succès professionnels et humains.

J'ai tort de dire "religion nouvelle". Je devrais dire "religion renouvelée" car le Christianisme à sa naissance a déjà apporté aux hommes l'égalité, en même temps qu'il leur apportait la liberté et la fraternité. Je lisais hier dans les Origines du Christianisme de RENAN, la magnifique page suivante

"La fécondité de ces idées fut merveilleuse. C'était le vin du pauvre élevé à l'égal d'un service religieux. C'était la proclamation de cette vérité sur les questions sociales dont les premières en doive se préoccuper. C'était la fondation de l'économie politique en tant que chose religieuse. Comme organisateurs, comme économes, comme administrateurs, les évangélistes eurent un rôle bien plus important encore. Ces hommes pratiques, en contact perpétuel, allaient partout, voyaient tout. Ils firent bien plus que les Apôtres immobiles à Jérusalem sur leur siège d'honneur. Ils furent les créateurs du Christianisme en ce qu'il est de plus solide et de plus durable".

Pour que l'oeuvre que j'ai faite soit solide

et durable, il eût fallu que ses chefs n'abandonnassent pas CHRETIEN et qu'ils luttassent jusqu'à la mort pour le maintenir. J'en viens à craindre que demain, il n'y ait plus personne qui ait le souci et la volonté de suciter des chefs pris dans les rangs les plus humbles, le courage de ne pas les laisser tomber sur le bord de la route, ni aux premières étapes ni aux autres. Le chemin de fer va-t-il redevenir une chasse gardée pour diplômés, l'esprit de classe, sinon de caste va-t-il recommencer à prévaloir.

Ce qui avait fait l'Etat, c'était l'esprit d'équipe qui tient dans la vieille devise républicaine "Liberté, Egalité, Fraternité" J'avais oeuvré le Conseil et le contact avec le Personnel. Il y avait une dans la camaraderie et l'amitié entre un Arthur PONTAIT (Président du Bureau International du Travail), M. VOLONTAT (Président du Conseil Général des Ponts-et-Chaussées), M. CHARDON (Président de Section du Conseil d'Etat), M. HELBRONNER (Président du Consistoire Israélite) - qui vient d'être déporté en Pologne avec sa femme au sortir de la clinique où il venait de subir deux opérations - M. GANNE (petit écolier bordelais qui s'était hissé au rang de Major des Arts et Métiers, de

Major de l'Ecole Centrale, de Chef Adjoint de la Mission d'Amérique en 1917/1918), les BOURGIER et les DUROURE, les METAYER, les BALLUAIS, les SIROLLE, les UMBDENSTOCK et tant d'autres, subsistera-t-elle?

Quoi qu'il en soit actuellement et quoi qu'il en puisse être demain, il faut tenir et résister, tenir sans faiblir ni un jour, ni une heure, en face des Français qui se trompent et de l'ennemi qui nous détruit. Tenir comme LOYLET, cet ouvrier chef du camp marin, chef des ateliers de Saintes, dont BERTRAND et les jeunes de La Folie ont eu la délicate pensée de faire figurer la citation dans l'album que je viens de recevoir. Le Général qui dit qu'il s'est battu "sans espoir" s'est trompé. En se sacrifiant, LOYLET avait un espoir, celui d'inspirer pour des tâches comme celles qu'il avait accomplies et pour un héroïsme semblable au sien, les jeunes du Réseau qui lui avaient été confiés. C'est "son esprit" qu'il faut garder et dont nous devons être dignes.

Mon Cher METAYER, je clos cette lettre qui est bien longue, mais qui m'a donné l'occasion de vivre une heure avec vous. Elle ne s'adresse pas seulement à vous mais à tous les Camarades dont

j'ai dit les noms plus haut et à d'autres encore, comme PAQUIN. Vous m'avez tous donné une joie profonde, celle de sentir votre coeur de cheminots, de Français et d'amis. Recevez mes voeux pour vous et pour les vôtres et mon espérance invincible dans le destin de la France et la vie de "Notre Réseau".

A vous "forts" ... "Hardis" ... "unis".

PAR AVION

17 janvier 1942

Mon Cher Jacques [1],

Les papiers que je lis et les propos que j'entends sur la formation des chefs commencent à m'irriter. Et quand le B^s [2] fait une Conférence à l'X sur le Rôle du Chef et ensuite ne veut pas intervenir pour sauver Lang, Pierre Levy [3], ni consentir à faire passer Robert Levi [4] en zone libre à moins qu'il ne démissionne, j'éprouve le besoin d'en parler autrement. L'occasion m'en est offerte par l'Ecole Centrale de Marseille qui me demande de faire tout un cours sur le Commandement. Voici la note que je lui remets. Je me mets au travail en vue d'en faire un livre dans "Présence". [5]

Pouvez-vous mettre un secrétaire sur votre colonisateur de la Tunisie Bourde? C'est une occasion de dire par ma bouche et sous ma plume tout ce qu'il y a à dire sur le passé, sur l'avenir, de montrer l'enfantement d'une oeuvre de colonisateur, d'une oeuvre nationale, d'une oeuvre indigène (donc sociale), les raisons des succès, des insuccès, les grandeurs,

les limites, les déficiences, Loulou, à défaut d'un secrétaire, peut travailler à ce nouveau Louis XIV" de Plaisir de France.

Merci,
Affectueusement,
D.

Bon Tharaud [6] sur Louis Bertrand [7]. (Histoire d'une fusée) dans le Figaro du 6 : Ce renégat de la France et de l'Afrique du Nord.

Monsieur Jacques LUCIUS
Villa Clarté
Rue de Brazza
TUNIS

- [1] Jacques Lucius: Ancien élève de l'École des Sciences Politiques, Conseiller d'Etat. Il devient le gendre de Raoul Dautry. A partir de 1938, il est chargé de mission auprès du gouverneur de Tunisie. Il a pour fonction la mise en route de l'industrialisation. Il organisera la résistance administrative en freinant le ravitaillement des troupes de Rommel. Arrêté une première fois par la police vichyste, puis relâché, Jacques Lucius alors poursuivi par la police allemande se réfugie à Lourmarin chez son beau-père.
- [2] Le Besnerais: Ancien directeur du Chemin de Fer du Nord puis de l'Etat, Premier directeur de la S.N.C.F.
- [3] Pierre Levy: Ingénieur en Chef de la voie au Chemin de Fer de l'Etat. Recommandé par André Tardieu auprès de Raoul Dautry lors de son arrivée à l'Etat. Ce dernier lui confie le service de réflexion qu'il crée sur les problèmes du chemin de fer. Il fut chassé du réseau par les lois anti-juives.
- [4] Robert Lévi: Autre ingénieur en chef de la voie. Surnommé par Raoul Dautry "l'archange". Il représente l'aile novatrice du réseau de l'Etat, en participant à l'élaboration des inventions techniques. Israélite, il tente de fuir la zone occupée.
- [5] Collection que dirige Daniel-Rops aux Editions Plon. Elle se définit dans l'entre-deux guerres et les années d'Occupation, comme le lieu

par excellence de la réflexion sur l'évolution de la société. Aux côtés des écrivains engagés dans leur siècle (Mauriac, Gide), Daniel-Rops publiera des philosophes, des économistes et des universitaires. C'est dans cette collection, que paraît en 1937, "Métier d'homme".

- [6] Jean et Jérôme Tharaud: (1874-1953) ; (1877-1952), Ecrivains et chroniqueurs ils suivent Lyautey lors de la campagne du Maroc. Soucieux de défendre le judaïsme et sa diffusion en Afrique du Nord, ils énoncent dès l'entre-deux guerres l'impossibilité d'un dialogue harmonieux avec la métropole. L'article publié le 6 janvier 1942 critique les nouvelles positions prises par Louis Bertrand.
- [7] Louis Bertrand: universitaire ayant fait carrière en Algérie. A travers ses livres, il magnifie l'oeuvre coloniale française en Afrique du Nord. En 1940, il rallie le clan du Maréchal Pétain et exprime publiquement ses positions antisémites.

Deux lettres à Lorrach

Lorrach est son élève à l'Ecole libre des Sciences Politiques. Ce courrier témoigne de l'aisance "dautryenne" à gérer la crise individuelle, à toutes les échelles, du plus haut responsable de l'appareil d'Etat de Vichy, à celle d'un étudiant traumatisé par des **"examineurs inintelligents"**. On ne peut pas être sourd à l'appel. Raoul Dautry maintient sa capacité à assumer ceux qui lui **"ont été confiés"** et avec lesquels **il a essayé de faire quelque chose"**. Pour ce courrier de Maître à Elève, Dautry se propose préalablement comme disciple. C'est à partir de cette ascendance qu'il peut reconnaître sa responsabilité de chef et la possibilité d'un conseil pédagogique. C'est alors qu'il retrouve le ton sentencieux du Maître s'adressant à l'élève et l'emphase nécessaire à celui qui conseille les consciences égarées. Il y a théorie des degrés et étapes de l'ascension du postulant, jusqu'au stade supérieur de l'amitié. Mais les propos de Raoul Dautry ne sont pas ceux de la certitude ; s'il reconnaît l'étendue **"du désarroi, des inquiétudes, de l'amertume et des révoltes"** de son élève, c'est pour mieux localiser la généralité de cette détresse: **"Tous sont également meurtris**

par l'injustice, par l'arbitraire, par le doute". C'est paradoxalement, dans ce texte à l'élève, que Raoul Dautry apparaît tolérer avec le plus de lucidité sa propre crise. C'est en reconnaissant la généralité de l'angoisse, qu'il puise les éléments de son salut et la possibilité de se renouveler comme modèle. Il propose une éthique, et non des solutions matérielles: **"Ce qui compte et fait le prix de la vie, c'est l'effort bien plus que la réussite". "A vous de chercher les matériaux, de les tirer de leur gangue, de les utiliser"**. L'axe concret d'une proposition est celui de la méditation. A l'exemple des traités d'éducation du XVIII^e siècle, c'est aux conditions matérielles qu'il propose le développement moral et social : Deux heures de bonne lecture par jour **"pour franchir les semaines des examens, de longues promenades et des vacances bien employées"** dans un contact intime avec des ouvriers. Cette éducation intellectuelle et vivante, articulée entre connaissance et expérience, doit permettre à son élève d'atteindre la sérénité d'une prise de conscience de **"l'universalité de la nature humaine.**

Lourmarin, le 27 juillet 1941

Mon Cher Lorrach,

Puisque nous n'avons jamais douté du but qu'il fallait atteindre et des voies par lesquelles nous y arriverions, les événements ne peuvent que nous réjouir. Jouissez-en dans le repos et préparez-vous physiquement aux efforts de demain.

Moralement vous êtes solide et prêt à les fournir.

Cordialement.

R. DAUTRY.

**Monsieur LORRACH,
Elève de l'Ecole des Sciences Politiques.
La CLUSAZ (H.S.)**

M. LORRACH, 2, rue Thimonnier à Lyon
en date du 23 mai 1942

Mon Cher Lorrach,

Je reçois votre lettre et j'y répons sur le champ, encore qu'il est peu probable que la Poste la fasse suivre avant le 26 puisque Lourmarin n'a pas de courrier pendant les deux jours fériés de la Pentecôte. Mais je veux que vous sentiez que votre détresse ne me laisse pas indifférent et que je reste pas sourd à votre appel.

Si la cruauté des jours que nous vivons est grande pour les hommes de ma génération qui, après une longue vie de travail et d'épreuves, n'ont pas l'espoir de jours heureux, je comprends bien qu'elle ne l'est pas moins pour les jeunes hommes de vingt ans dont les bourgeons de vie demandent pour fleurir les douceurs du printemps et sont desséchés par les tourmentes par celles qui brûlent et celles qui glacent. Votre désarroi, vos inquiétudes, votre amertume, vos révoltes sont le fait de tous. Tous sont également meurtris par l'injustice, par l'arbitraire, par le doute. Tous aspirent au vrai, beau, au bien et s'étonnent de ne pas les trouver sur leur route.

Je voudrais vous aider à surmonter vos épreuves, vous persuader qu'il faut rechercher patiemment cette triade, la découvrir peu à peu autour de vous, la faire naître en vous-mêmes, la cultiver patiemment et savoir attendre pour l'atteindre.

Tous les hommes ont leurs préoccupations, leurs misères. Tous sont pris dans le brutal engrenage de la vie, de leur vie, de la vie des leurs. Rares sont ceux qui peuvent faire le bien qu'ils ont rêvé, la carrière qui leur aurait permis de se réaliser pleinement. Pourquoi voulez-vous que des professeurs et des examinateurs se révèlent à chaque élève comme hommes intelligents et hommes de coeur? Ce sont des hommes, des hommes ordinaires qui font un métier pour gagner leur vie et celle des leurs. Les vocations réelles d'éducateur ne sont pas plus fréquentes parmi eux qu'elles le sont parmi les conducteurs de peuples, d'industries, d'armées. Et, parce qu'elles font défaut, les uns et les autres pratiquent leur profession dans d'étroites limites, font de l'a peu près, ne se penchent pas comme ils le devraient sur les hommes, sur les ouvriers, les clients, les soldats, les étudiants. Il en a toujours été ainsi. Dans une longue vie d'élève, combien ai-je rencontré de maîtres? Un certainement, trois

peut-être. Ce n'est pas déjà si mal. Et dans la vie, combien ai-je rencontré d'hommes qui me satisfassent pleinement? Peguy, Thornton, Lyautey, Oui. Il en faudrait chercher pour vous donner d'autres noms, et peut-être n'est-il pas sûr que je les trouverais. Mais par contre la foule est grande des penseurs dont un aspect ou une forme de la pensée m'ont séduit, des artistes dont l'émotion et son expression m'ont captivé, des hommes d'action dont une oeuvre m'a enchanté, des héros de l'esprit et du travail dont l'effort m'a enthousiasmé. C'est de la fleur de tous ces hommes dont j'ai fait mon miel. Et c'est de ce miel que je me suis efforcé de nourrir ceux qui m'ont été confiés, qui ont fait mon équipe, qui ont été mes amis, qui ont constitué suivant la belle expression de Nelson "the band of brothers" avec laquelle j'ai essayé de faire quelque chose. Que vous m'écriviez le jour où l'air vous semble lourd, qu'un ancien apprenti dont je vous envoie la lettre reçue il y a quelques jours m'écrive le jour où il se sent bien en selle - il est dragon! - c'est la preuve que dans un monde dur, égoïste, il y a cependant toujours la possibilité de se confier sa peine ou d'exprimer sa joie, c'est-à-dire en sommes de n'être pas seul pour bâtir sa vie. A vous de

chercher les matériaux, de les tirer de leur gangue, de les utiliser. Le sable a besoin d'être lavé, le ciment d'être bien dosé et bien cuit, les moellons d'être délités et taillés, le bois d'être choisi et travaillé. Le maçon le fait, vous le ferez vous-même pour édifier votre vie, rejetant tout ce qui est impropre à en assurer la solidité, la durée et la beauté. Plus les circonstances sont difficiles, plus il faut serrer les dents et tenir. Les échecs ne doivent pas vous décourager mais vous amener à viser plus haut et mieux, à bander votre arc plus vigoureusement, à mieux empenner et acérer votre flèche. Le succès est toujours rare, mais ce qui compte et fait le prix de la vie, c'est l'effort bien plus que la réussite.

Vous être incertain sur la route à suivre. D'autres l'ont été. Lisez dans la Collection "Le Roseau d'Or" "la France perdue et retrouvée" de Pierre Lafue. Votre métaphysique et votre éthique vacillent. Lisez "Les héros" de Carlyle. Le monde vous paraît sordide. Lisez du Péguy : "Notre jeunesse", "Clio", "Un théologien", "Victor comte Hugo". Beaucoup de Péguy vous fera beaucoup de bien. Le "Ratheneau" du Comte Kessler et les "Grands Contemporains" de

Churchill, vous montreront l'universalité de la nature humaine.

Deux heures de bonnes lectures par jour vous aideront à franchir les semaines des examens. Et comme pendant toute la vie on passe chaque jour des examens avec des examinateurs inintelligents ou mal intentionnés, vous vous donnerez l'habitude de lire chaque jour de bons livres ou de bonnes pages de livres médiocres et de n'attacher aux insuffisances et aux injustices que le prix qu'elle méritent. Prenez chez Grasset les lettres à un jeune poète" de Rainer-Maria Rilke. C'est un tout petit livre. Mettez-le dans votre poche et feuillotez-le pendant un mois, dans le tramway, dans le hall de la Faculté. Vous y trouverez plus d'une réponse à des questions que vous vous posez. Si vous en avez le besoin, venez en juillet passer quelques jours à l'Hôtel Ollier de Lourmarin. Nous nous promènerons, nous causerons. Je vous inclinerai à bien employer vos vacances dans un contact intime avec des ouvriers. Vous serez plus fort en octobre. Il faut que vous le soyez car la Victoire sera proche et la France aura besoin de vos jeunes forces mûries par l'épreuve.

Je vous assure mon amitié.

D.

Trois lettres à Jacques Helbronner

Par la première, du 11 janvier 1941, Raoul Dautry évoque en termes chaleureux la visite de son fils Raoul et propose que l'on se rencontre : en effet, à Jacques Helbronner "qui a l'occasion de dire des choses" revient la mission de réveiller une administration qui laisse le temps passer. Par delà son repli à Lourmarin, Raoul Dautry apparaît absolument en attente d'une efficacité possible de l'Etat Français.

Par la seconde, du 28 juin 1941, Raoul Dautry se félicite que Raoul soit bien arrivé à New-York. Il tient à distinguer son propre système d'espérance, basé sur l'effondrement allemand par les coups anglo-saxons, des logiques d'espoir d'un Helbronner en "contact avec le Maréchal".

Par la troisième, du 17 janvier 1942, Raoul Dautry sollicite de Jacques Helbronner sa collaboration pour une série de conférences sur les chefs. Il s'agit principalement de bâtir un cours sur Alphonse de Rothschild.

Cette première lettre peut être rapprochée de quelques envois des mêmes jours:

"Les jours deviennent de plus en plus difficiles mais l'espérance, "la petite fille de rien du tout" comme

disait Péguy est en très bonne santé et grandit tous les jours"[1].

"La petite espérance, chère à Péguy paraît se bien porter et grandir, encore que ses premiers jours aient été difficiles et que la majorité des médecins l'ait condamnée. Nous la fortifierons et l'éduquerons afin qu'elle nous délivre de la servitude. Bon courage, vous retrouverez l'occasion de travailler beaucoup comme aux grands jours de l'hiver dernier." [2]

Ce sera un trait constant de la correspondance d'Occupation de Dautry que de s'affirmer comme porteuse d'espoir. Sans que l'on puisse spéculer pour autant que l'assise d'une telle espérance puisse résider à Vichy. C'est tout de même de se délivrer de l'asservissement qu'il s'agit! et, par delà les doctes, la constance de Raoul Dautry, depuis sa note à Reynaud des 12/13 juin 1940, est l'affirmation d'une défaite nécessaire à l'Allemagne sous les coups anglo-saxons.

"Ce n'est pas de Berlin que se règlera le sort du Monde, c'est de Washington et de Londres. Je n'en ai jamais douté et ma conviction n'a pas fléchi dans les jours de Tours et de Bordeaux et depuis".

Lettre à P. Bourdon du 16 VIII 1941.

L'espérance est ce qui de l'origine souffle de

l'extérieur; cet extérieur cosmopolite qui seul ouvrira l'échappatoire à l'"esclavage" [3]. Mais alors, pourquoi proposer à Helbronner d'intervenir auprès du Maréchal Pétain **"dont il a l'écoute ?** - Le pouvoir de Vichy est de "courber la tête sous le joug" [3]. Conscient d'être porteur d'une légitimité nationale (au moins technique), Dautry peut interpeller l'efficacité de ceux qui se sont arrogés de pleins pouvoirs. Il n'a pas à se poser, a priori, comme résistant. Il est le représentant d'un des termes (le terme provisoirement vaincu mais que l'avenir de la guerre, pour lui, légitimera) de l'alternative de Juin 40. En tant que tel, il attend. Comme le préfigurait sa note "Chacun doit en (de son choix) supporter virilement toutes les conséquences, chacun doit, sans discussion et sans retard, agir uniquement dans la voie qui lui a été tracée et accomplir farouchement la tâche fixée par les chefs dont il aura ratifié la décision[3].

Il y a donc un avenir français; et Vichy n'en est pas, a priori, séparé. Il y a des vitalités, une urgence, des actions à mener, des décombres à éviter. Il y a une noblesse maintenue de la gestion. De fait la sensation dautryenne d'une dynamique nécessaire du redressement national pourrait ne pas être reniée par le plus ardent idéologue de l'Etat-

Français. Mais, ceux qui ont demandé la paix ne sont pas quittes d'une compétence.

Raoul Dautry évoque l'obligation morale qui incomberait à son correspondant : il y a nécessité technique et morale que celui qui dispose de pouvoirs les exerce. En janvier 41, Vichy est constaté comme axe pour l'avenir. Il y a de fait lecture d'un territoire héroïque ouvert à l'Etat-Français.

"Ce n'est pas seulement par des textes qu'il faut faire des révolutions, c'est par des hommes, des actes, Pensez-y, dite-le. Un échec et même un demi-succès seraient des désastres car ils compromettraient l'"avenir".

Le dialogue est paradoxal avec l'Etat-Français. C'est autant à partir de la reconnaissance, par Dautry de cette dissidence que lui impose la longue durée, de cette dissidence qui lui interdit, à lui, de dire que s'énonce la nécessité d'une médiation par Jacques Helbronner par un de ses intimes, de sa parole critique. Car si l'Etat-Français est répété en janvier 1941 comme n'étant pas à la hauteur de ces ambitions, par lui-même, affichées, le danger est qu'il mette en risque, et les hommes et les politiques qui seront nécessaires à l'après-guerre.

Lourmarin, le 11 Janvier 1941

Cher ami, [1]

Me voici rentré après un voyage difficile. Ma femme et moi avons beaucoup regretté votre absence, mais nous avons été particulièrement heureux de retrouver Raoul toujours si vivant, actif et affectueux.

Puisque vous avez, vous, l'occasion de dire des choses il sera bien nécessaire que nous ayions une conversation. Bien des choses ne vont pas comme elles devraient, le pays ne se réveille pas assez vite, et ne fournit pas l'effort qu'il faudrait. Et le temps passe! Quand on dispose de grands pouvoirs il faut s'en servir à fond et vite. Ce n'est pas seulement par des textes qu'il faut faire des révolutions, c'est par des hommes, des actes. pensez-y, dites-le.

Un échec et même un demi-succès seraient des désastres car ils compromettraient l'avenir.

Affectueusement.

Monsieur Jacques HELBRONNER,
Conseiller d'Etat, ROYAT.

Lourmarin, le 28 Juin 1941

Mon Cher Ami,

Je suis heureux que Raoul soit bien arrivé. Il vaut mieux qu'il soit à New-York qu'ici où la vie est vraiment affreuse. Quand vous lui écrirez, faites-lui part de mon affection bien vive.

Je vois que vous tenez le contact avec le Maréchal et que vous ne désespérez pas. J'ai, comme vous, foi en la France mais cette foi a besoin de voir s'effondrer l'occupant sous les coups de nos amis anglo-saxons.

Ce pauvre Florian a rejoint son père. Je ne veux pas penser à la douleur qu'eut éprouver notre cher Président qui prévoyait à la fois la défaite de notre pays et la mort de son fils.

Je ne quitte pas pour le moment Lourmarin mais je ne désespère pas d'aller un jour à Royat.

Mes hommages à Madame Helbronner et à vous, chez ami, mes amitiés les plus affectueuses.

R. DAUTRY.

Savez-vous que par un décret spécial, Grimpret reste à la S.N.C.F. en quittant pour mise à la re-

traite, le corps des Ponts. C'est un comble. Le Maréchal tolère cela. C'est pourtant grâce à Grimpret qu'on a mis 100 000 hommes dans les chemins-de-fer qui ont privé l'Armée de plus de six divisions.

Monsieur HELBRONNER
Conseiller d'Etat,
ROYAT

17 JANVIER 1942

Mon Cher Ami,

Quand je vous ai écrit je ne connaissais pas la mort de Mme Deutsch. Je vous exprime à tous les deux mes vives sympathies.

Je vous envoie copie d'une note que j'ai remise au Président du Conseil de l'Ecole Centrale de Marseille. A deux fins et même à trois.

pour vous mettre au courant de mon activité.

pour que vous me fassiez préparer par votre collaborateur un travail sur Alphonse de Rothschild analogue à celui que j'ai publié sur Louis XIV dans *Plaisir de France* en avril ou mai 1938). Je voudrais montrer les côtés divers de cette grande figure : chef de maison, grand financier privé, grand financier national, chef de famille religieuse, philanthrope, etc.. Plus avec des faits, des textes, des citations, qu'avec des considérations générales. Apologie sans doute, mais critique quand il y a lieu. Vous voyez que je brave les orthodoxies du jour.

Et enfin, je voudrais que vous placiez mon papier sous les yeux de son E. et lui demandiez de me faire faire par un de ses secrétaires deux ou trois

pages sur A (conceptions religieuses) et un travail plus important sur celui qu'il considère comme la plus forte personnalité religieuse française depuis le XVII^e siècle, celle qui a le plus créé, discipliné, suscité des activités religieuses, fait oeuvre catholique et oeuvre sociale. Je voulais faire cela moi-même, mais je n'aurais pu que compiler maladroitement des textes sur un saint : St Bernard, St Vincent Février, St Vincent de Paul. Or, j'aimerais mieux n'avoir pas à avoir à faire à un saint, mais à un homme qui a des défauts, des limites, etc.. Je crois qu'il ne sera pas inutile dans le milieu aixois-marseillais de faire ces conférences, de les aborder par l'étude d'un grand homme d'église, de les continuer par l'étude d'un grand israélite

Si vous avez d'autres idées sur l'orientation des conférences, le programme, le choix des hommes, etc... dites. Je n'ai qu'une qualité, celle de n'être pas entêté et de savoir écouter.

Bien cordialement,

D.

Monsieur Jacques Hellbronner
Président de Section Hte du Conseil d'Etat
Hôtel Terminus - LYON

- [1] Jacques Helbronner: (1873-1943), fils d'un avocat célèbre, il est nommé Commissaire au Gouvernement dans les années 1914 (cabinet Painlevé). En 1927, il devient membre du Conseil d'Etat. Il fait la connaissance de Raoul Dautry, lorsqu'il fut nommé membre du Conseil du Réseau du Chemin de fer d'Etat. En 1937, il s'est solidarisé avec son supérieur pour quitter le Chemin de fer lors de la création de la SNCF. Il suit Raoul Dautry au ministère de l'Armement. Il y devient le responsable des questions sociales pour les entreprises travaillant à la Défense Nationale.

En mars 1941, après le départ des Rotschild aux Etats-Unis, il prend la tête du Consistoire Central. Ami personnel du maréchal Pétain, il croit jusqu'au bout à la possibilité d'user de son influence pour endiguer l'antisémitisme de l'Etat-Français. Arrêté à Lyon avec sa femme à l'automne 1943, ils font parti d'un des convois à destination d'Auschwitz.

- [2] Monseigneur Gerlier: Archevêque de Lyon (Novembre 1940), il est un proche de la famille Helbronner. Dans un premier temps, il accueille avec espoir l'établissement de l'Etat-Français. Il fut un des portes-paroles de l'opposition religieuse catholique aux mesures raciales prises par Vichy, durant l'été 1942. Ecouté par le Maréchal Pétain, il organise entre ce dernier et le grand rabbin de France, une rencontre afin d'obtenir des mesures de clémence et d'élargissement des juifs arrêtés.